

## ÉDITO

# Où sont passés les Grands Hommes?

Mohamed Choucair

«Quand la nécessité presse, l'audace devient vertu, et jamais dans les circonstances graves les hommes de cœur ne se sont souciés du danger. Toute entreprise commencée dans le risque finit dans la vertu, et ce n'est que par le péril qu'on triomphe du péril» Sénèque.

**Rafic El-Hariri avait coutume de dire**, quand ses amis attiraient son attention sur les risques physiques et financiers qu'il courait au Liban, «le Liban n'est pas un hôtel, il mérite que l'on meurt pour lui». Paradoxalement, ce sont ceux qui se sont construits en dehors du Liban, qui ont compris que le Liban est leur patrie. C'est dans cet esprit que le Président Hariri a brigué le pouvoir et mené tambour battant une reconstruction que les donateurs lestaient de mille conditions et à laquelle les Libanais ne croyaient guère. Pire, il devait rencontrer toutes les difficultés du monde de la part de ceux qui étaient censés l'aider dans cet ouvrage. Malheureusement les édiles ne laissaient rien se faire s'il n'était utile à leur communauté, à leur parti, et parfois à leur intérêt privé. A tort ou à raison, Rafic El-Hariri a choisi de faire avec. «Au moins, disait-il, on aura reconstruit le pays».

**Rafic El-Hariri est parti, les fromagistes sont restés.** Est-ce utile de décrire ici les conséquences du non-pouvoir et/ou des contre-pouvoirs armés sur l'avenir du Liban et la vie des Libanais? Les problèmes s'amontcellent, aucun progrès n'est constaté depuis fort longtemps, au contraire. Si l'équilibre fragile continue de se détériorer, nous courons un risque systémique, c'est dire que le «modèle libanais» fondé sur l'ouverture et les services ne serait plus opérationnel. La manne pétrolière serait à peine suffisante à satisfaire les prébendes et les passe-droits. Les revenus qui devaient servir à réduire la misère, restaurer la justice sociale, et peut être contribuer au décolllement de l'économie, à l'émergence de la nation, seraient accaparés par une pseudo élite insatiable, dont la profession avouée est la manipulation des élections. Elle n'a jamais produit un projet économique, social, ou même politique en dehors de son allégeance à maintes sources ex-



térieures. Ce n'est pas la pluralité des confessions ou des doctrines politiques qui génère la divergence des Libanais, mais l'adoption des conflits irréductibles qui déchirent la région.

**Le risque économique est désormais critique.** Qui est responsable de la désaffection de l'infrastructure touristique et commerciale qui constitue la fierté du Liban? Les entreprises en défaut entraînent leurs fournisseurs qui, à leur tour, continuent de brader le capital faute de reprise ou de soutien. Parallèlement, la demande s'effondre; mais plus encore la production du fait du manque de liquidités, des pertes accumulées, ou tout simplement des anticipations défavorables. L'inflation continue son ascension et avec elle la difficulté de vivre, et l'évaporation des opportunités de travail; alors que le Liban a plus que jamais besoin d'emplois.

La présence syrienne en territoire libanais est un problème social, politique, sécuritaire, mais aussi et surtout économique. De mois en mois, ils vont représenter le quart, le tiers, la moitié, puis autant que la population, et plus encore. On ne peut plus limiter leur présence. La seule issue est de leur donner du travail, de faire en sorte qu'ils contribuent au Révenu National. Or le système libanais ne donne pas suffisamment de travail aux Libanais! Nous allons droit dans le mur. Ceux qui osent le dire deviennent l'ennemi du pouvoir! Quelle inconscience! Alors qu'en cherchant des solutions ils sont ses vrais supports....

**Des hommes, à la hauteur du défi,** peuvent seuls tirer le Liban de la dérive fatale qui semble tout emporter. Il ne s'agit pas de plan, de programme, de vision, ou autre; les structures en place feraient tout échouer. Il s'agit d'un changement profond, autant au niveau du

citoyen que du responsable. Les Libanais sont parmi les plus instruits de la région, l'ouverture, la pléthore d'établissements scolaires et universitaires, l'attachement des familles à l'éducation des enfants, font que l'on ne peut accuser le Libanais d'un manque de discernement politique, bien au contraire, la politique est sa préoccupation quotidienne. Comment se fait-il qu'il élise ceux en qui il ne peut voir la rédemption de la nation? C'est que le Libanais est en fait un otage, otage de sa confession, de son parti et de sa région. Voter contre, c'est courir le risque de perdre son emploi, et pour la plupart, de sombrer dans la misère. Qui donc est responsable, l'otage ou le leader? Les leaders ne voient l'intérêt national qu'à travers le prisme de leurs fiefs et s'agglutinent autour de leurs intérêts communs, alors qu'ils n'expriment publiquement que divergences et oppositions, et bloquent tout développement de la nation.

**Qui donc serait capable de briser ce cercle vicieux?** Des hommes «de cœur» qui réalisent que la patrie est en danger et mettent l'intérêt national au dessus de tout autre. Des hommes pour qui défendre les droits d'un parti, d'une communauté, c'est sacrifier les droits de la nation; et suivre une politique, dictée par des intérêts étrangers, à l'encontre de ses concitoyens, est un acte de trahison. A défaut, l'expérience récente nous démontre que quand le peuple n'a plus rien à perdre, il ne connaît plus de limites, et fonce dans l'anarchie, au risque d'un suicide collectif.



## INDEX

### CCIA-BML



P02. Le conseil d'administration de la Chambre de Commerce franco-arabe à la Mairie de Paris.

P03. Fadi Comair: Des pays comme la Jordanie traitent 100% de leurs eaux usées; quid du Liban?

P04. La Municipalité réhabilite les espaces verts de Beyrouth

P05. Comment se démarquent les restaurateurs en temps de crise?

P06. Corruption: on avance à reculons

P07. Rentrée scolaire et poches des ménages

P07. Beirut Boutique Bureau: surfaces de bureau privatives et personnalisées

### FCCIAL



P08. The Lebanese Excellence Award (LEA) with Dr. Ali Berro

P09. The Telecom Era

P10. "The Heavy Deficits of Electricity: Ghazi Youssef ... Tells All"

P11. Disability and Employment as a Business Case

P12. Ways for improving farmers' income

P12. Workshop to Develop A Curriculum (DACUM) in the professions of Car Mechanics and Cook

P13. More Innovation Vouchers Waiting for your Projects at the CIT!

P14. Food Quality Center Zahle -ISO/IEC 17025 accredited for the second year

P14. CCIAS and SouthBIC to Host the First Startup Weekend in Saida

P14. Re Launching Agro Invest 2013, 18 September 2013, Saida – Lebanon

P15. 360° of Haute Couture

### CCIA-BML



P16. What is a Credit Guarantee Fund?

P18. The Green MED Initiative Technical Trainings

P18. Med diet

P19. Conferences, Exhibitions, Business Opportunities

P20. Our services

*Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONews.*

*The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONews.*

**Directeur responsable**  
**Conseiller économique**  
**Administrateur**  
**Rédacteurs**

**Coordinateurs**

**Maquette**

Rabih Sabra  
Roger Khayat  
Elham Chehaimi Rahal  
Marilyne Jallad  
Younna Naufal  
Philippe De Clermont-Tonnerre  
Roula Itani Younes  
Irene Habib Ballouz  
Integrated Communications, Rita Nehmé

Immeuble CCIA-BML,  
Rue 1 Justinien, Sanayeh  
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban  
[econews@ccib.org.lb](mailto:econews@ccib.org.lb)  
Hotline: 1314 ext: 162  
T: 961 353 390 ext: 162



# Le conseil d'administration de la Chambre de Commerce franco-arabe à la Mairie de Paris.



Renforcer les relations économiques entre la Chambre de commerce et d'industrie de Paris-Île-de-France, la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban et la Fédération des Chambres de commerce du Liban, a été un des objectifs au programme du voyage du vice-président de la CCIA-BML et membre du Conseil d'administration de la Chambre franco-arabe. Gaby Tamer avec le Conseil d'administration de la Chambre de commerce franco-arabe a répondu à l'invitation du Maire de Paris. Rencontre avec un homme qui ne se lasse pas de promouvoir le rayonnement libanais et son dynamisme au-delà des frontières.

**Q: Quels étaient les objectifs de la réunion qui s'est tenue à la Mairie de Paris avec une délégation de la Chambre de commerce franco-arabe?**

R : À l'occasion de la réunion des instances de la Chambre de commerce franco-arabe, le 20 juin dernier, les membres du Conseil d'administration représentant les différents pays arabes ont été officiellement invités à la Mairie de Paris pour une séance de travail avec Christian Sautter, adjoint au Maire de Paris, chargé de l'emploi, du développement économique et de l'attractivité internationale. À travers cette rencontre, la ville de Paris a souhaité faciliter l'accueil de nouveaux investissements et s'est fixée pour objectif avec l'agence Paris Développement d'apporter les services d'aide à l'implantation et d'accompagner des entreprises étrangères en complémentarité avec l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII) et l'Agence Régionale de Développement. Les discussions ont notamment porté sur les enjeux économiques qui touchent le monde arabe.

**Q: Quelles ont été les discussions à l'ordre du jour de cette rencontre?**

Dans son exposé, Christian Sautter a présenté les orientations de la Ville de Paris qui jouent pleinement des atouts du Grand Paris. Un échange très fructueux s'est engagé avec le président de la Chambre franco-arabe, Hervé de Charette, le secrétaire général de la

Chambre, Saleh Al-Tayar, en présence de la présidente de l'Union tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (Utica), Ouided Bouchamaoui, et la directrice générale de Paris Développement, Karine Bidart, sur les moyens de mettre en œuvre une stratégie visant à renforcer la présence économique des entreprises arabes à Paris. Après avoir visionné un film vantant l'attractivité internationale de Paris, l'adjoint au Maire de Paris, Christian Sautter, a répondu avec précision aux nombreuses questions posées par les membres du Conseil d'administration de la Chambre franco-arabe. Notre matinée de travail s'est achevée par une visite guidée de l'Hôtel de Ville, et plus particulièrement de son hémicycle.

**Q: Il a aussi été question de la planification architecturale du Paris de demain. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet?**

En effet, Christian Sautter, l'adjoint du Maire de Paris a partagé avec notre délégation arabe l'histoire de l'Hôtel de Ville au fil des siècles ainsi que son architecture. Il a également été question d'un renforcement des relations entre la Mairie de Paris et la Municipalité de Beyrouth présidée par Bilal Hamad. Christian Sautter nous a également parlé du projet architectural de la ville de Paris et de sa périphérie pour les vingt prochaines années. La planification et le développement de l'infrastructure de la ville étaient au menu des discussions ainsi que l'avenir de l'infrastructure des villes arabes. De même, j'ai pu rencontrer personnellement Bertrand Delanoë, Maire de Paris avec qui j'ai pu discuter différents sujets.

**Q: Sur un autre volet strictement libano-français, que pouvez-vous nous dire sur la réunion de coopération économique conjointe entre les Chambres de commerce de Paris et de Beyrouth qui s'est tenue à l'Ecole Supérieure des Affaires (ESA) à Beyrouth?**

En effet, à l'occasion de la remise des diplômes des étudiants, cru 2013, dans les jardins de l'ESA de Beyrouth, le 5 juillet dernier, une rencontre entre les chambres de commerce des deux pays s'est tenue en marge de cet événement. L'objectif de cette rencontre a été le renforcement de la coopération économique entre la Chambre de commerce de Paris-Île-de-France et la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban.

Cette cérémonie s'est tenue en présence de l'ambassadeur de France au Liban, Patrice Paoli, qui a tenu un discours devant les lauréats et du vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris-Île-de-France, Jean-Pierre Vermès, qui a fait le déplacement spécialement pour l'occasion. Le directeur général de

l'ESA de Beyrouth, Stéphane Attali, a également accueilli le vice-gouverneur de la Banque du Liban, Saad Andary. Représentant le président Choucair à cette cérémonie et en son nom, j'ai remis le livre de présentation de la Chambre de commerce de Beyrouth au vice-président, Jean-Pierre Vermès, un cadeau qu'il a beaucoup apprécié.



## Une délégation de la Chambre de commerce de Beyrouth en visite à Jeddah



Suite à la visite en Arabie Saoudite de Mohamed Choucair et d'une délégation d'hommes d'affaires libanais, c'était au tour du vice-président Gaby Tamer et de Sélim Zeenni, le président de la Chambre de commerce libano-américaine (AMCHAM) d'être accueillis par le vice-président de la Chambre de commerce de Jeddah.

Cheikh Mazen Batterjee, le vice-président de la Chambre de commerce de Djeddah, a reçu Gaby Tamer, le vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et Sélim Zeenni, le président de la Chambre de commerce libano-américaine (AMCHAM) accompagné d'Elie Rizk, le coordinateur des hommes d'affaires libano-saoudiens. Étaient également présents lors de ces réunions de travail les représentants saoudiens et libanais.

Ensemble, les deux bords libanais et saoudiens se sont penchés sur le renforcement des liens économiques et commerciaux entre les deux pays et entre les deux Chambres. Autre sujet clé à l'ordre du jour: l'intérêt d'encourager les échanges et les investissements entre Djeddah et Beyrouth dans tous les secteurs économiques. Une visite des industries de Djeddah était aussi au programme de la délégation libanaise ainsi que des diners et déjeuners offerts en présence des hommes d'affaires saoudiens.

## G. Tamer Holding, une industrie prestigieuse et honorée lors de la Journée de l'industrie libanaise

Récompenser les industriels libanais reconnus pour leurs entreprises innovantes et productives tel était l'objectif du 16<sup>e</sup> anniversaire du ministère Libanais de l'Industrie.

Dans le cadre de la Journée de l'industrie, organisée pour célébrer les seize années du ministère de l'Industrie, un événement a eu lieu à l'initiative de Vrej Sabounjian, le ministre sortant de l'Industrie, en collaboration avec Neemat Frem, le président de l'Association des industriels libanais (AIL).

À cette occasion, un grand nombre de personnalités prestigieuses du monde industriel libanais étaient réunies ainsi qu'un parterre d'hommes d'affaires, ministres, ambassadeurs et responsables des organismes économiques du pays. À leur tête, Adnan Kassar, le président des Organismes économiques, Jacques Sarraf, le Doyen des Industriels et le ministre sortant de l'Economie, Nicolas Nahas.

Au cours de cette cérémonie un nombre d'industriels des différents secteurs ont été honorés, parmi lesquels: l'industrie Ghandour, Gemayel Frères, Ksara et G. Tamer Holding. Un des critères pris en compte pour les récompenser a été leur ancienneté et leur performance. ●

# Fadi Comair: Des pays comme la Jordanie traitent 100% de leurs eaux usées; quid du Liban?

Dans le cadre d'une stratégie de l'Union pour la Méditerranée (UpM), Fadi Comair, le président d'honneur du Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (REMOB) partage dans nos colonnes l'état de l'eau en Méditerranée et les dangers notamment au niveau climatique qui guettent son avenir. Au Liban, près de 1,2 milliard de mètres cubes d'eau sont gaspillés privant ainsi nos concitoyens de cette ressource essentielle bien que les solutions proposées par le concept de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ont été adoptées par le Liban en 1999.

## Quel est l'état des lieux de l'eau en Méditerranée?

La région du bassin méditerranéen sera affectée directement par des changements globaux dans les dix prochaines années qui auront une incidence sur le réchauffement climatique. Avec Jean Jouzel, paléo-climatologue et président de la Société Météorologique de France, (Météo et Climat) nous avons établi ensemble les possibles variations climatiques que subira la région méditerranéenne sous forme de trois scénarios: un scénario réaliste qui prévoit 2°(degrés) de réchauffement, un autre plus extrême, qui atteindra les 4°et un troisième qui fait l'équilibre atteignant ainsi les 3° degrés de réchauffement climatique.

## Pourquoi court-t-on le risque d'un réchauffement climatique en Méditerranée?

Les facteurs sont nombreux: d'une part, une désertification régionale et d'autre part, un accroissement de la population qui créera des besoins supplémentaires en eau. Or il s'avère que l'eau destinée à l'agriculture consomme déjà 80% de l'eau fraîche dans la rive Sud de la Méditerranée et près de 60% pour les pays de la rive Nord. Pour ce qui est de l'eau potable, les pays du Sud en consomment 20% et ceux du Nord 40%.

Une autre conséquence climatique est également à prendre en compte, en effet, pour des pays comme le Liban et l'Espagne, le climat méditerranéen risque de devenir semi-aride. Et quant aux pays aux climats déjà semi-arides comme l'Egypte, la Tunisie ou encore le Maroc, leur climat risque de devenir totalement aride et il sera alors très difficile d'y vivre.

## Peux-on parler alors de gaspillage des eaux?

En effet, le volume d'eau utilisé au niveau agricole est énorme car les techniques agricoles intensives utilisées dans les pays du Sud de la rive consomment beaucoup. On peut alors affirmer

qu'il y a gaspillage en eau potable sans en mesurer les conséquences. Dans les pays du Sud et notamment au Liban, on estime que ces fuites en eau potable sont entre 50% et 60%. Or il y a une rareté dans les ressources hydrauliques.

## Pour lutter contre ce gaspillage, quelles solutions préconisent le Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (REMOB)?

Ce qu'il faut avant tout savoir, c'est qu'avant 1990, dans le monde et dans la région méditerranéenne, il y avait une gestion sectorielle des ressources en eau: eau potable, irrigation des ressources et assainissement. À cette époque, il n'y avait aucune communication et partage d'informations entre ces trois entités ni au niveau technique ni au niveau gouvernance. Ce que le REMOB a alors proposé dès 2009, année de ma prise de fonction en tant que président, ce sont des travaux d'application du concept de la gestion intégrée des ressources en eau, communément appelé GIRE. Un projet de l'Union pour la Méditerranée (UpM), conjointement mené par le Global Water Partnership-Méditerranée (GWP-Med).

## En quoi consiste ce concept de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) en Méditerranée. Et quand a-t-il été lancé au Liban?

Le concept de la GIRE trace deux trames de travail: une trame horizontale et une verticale. L'horizontale est la plus difficile à appliquer et englobe l'aspect technique du travail, à savoir la gouvernance, le financement, la santé, l'environnement, l'économie et l'éducation. Alors comment assurer de l'eau supplémentaire pour satisfaire les besoins sachant que le gaspillage en Méditerranée est énorme? Bien que le Liban fasse partie intégrante de la GIRE depuis 1993, nous en sommes encore, malgré une bonne volonté, à un gaspillage de 1,2 milliards de mètres cubes d'eau et nos citoyens se retrouvent privés de cette eau essentielle. Quant aux pays de la rive Nord de la Méditerranée, ils lâchent près de 180 milliards de mètres cubes d'eau. Alors comment arrêter ce gaspillage? Parmi les solutions préconisées par la GIRE, il s'agit de stocker des barrages de retenues collinaires et recharge de la nappe afin de stocker le gaspillage et l'acheminer aux usagers. Parallèlement à cela, travailler sur la réhabilitation des réseaux afin de passer de 60% à 40%. En troisième lieu, il s'agit d'investir dans la formation du personnel afin de réduire la corruption qui connaît bien les pays de la rive du Sud dont le Liban fait partie intégrante. Selon un rapport publié à ce sujet par Transparency International, en 1993, le Liban était alors classé 80<sup>ème</sup> pays le plus corrompu du monde et au lieu que ce chiffre baisse, nous sommes à la 139<sup>ème</sup> place en 2013, un constat affligeant! Une autre solution préconisée

pour notre pays est la nécessité de lancer de réels partenariats public privé (PPP) afin de promouvoir la transparence. Il suffit de prendre l'exemple du premier PPP qu'a connu le Liban à Tripoli en 1996 avec l'Office des deux eaux de Tripoli. Une opération qui avait été financée par le gouvernement français (La Lyonnaise des Eaux) et qui a connu un immense succès en matière de gestion des services de la ville de Tripoli. C'est grâce à cela que cette ville est dotée d'eau potable 24h/24.

## Qu'en est-il des techniques d'irrigation notamment au Liban? Sont-elles vétustes et que fait la GIRE en ce sens?

Un énorme gaspillage est effectivement dû aux techniques d'irrigation vétustes, surtout dans les régions du sud-est. Par contre dans les régions du nord, ils utilisent la technique du goutte-à-goutte ou de l'aspersion. Et si on compare ces deux méthodes d'irrigation, on constate qu'avec la technique traditionnelle d'irrigation, pour chaque hectare (10 mille mètres carrés), il faut mobiliser entre 10 000 et 13 000 mètres cubes d'eau potable. Alors qu'avec le goutte-à-goutte, pour chaque hectare, on mobilise 6 000 mètres cubes d'eau potable au lieu de 10 000 et avec l'aspersion nous avons besoin de 7 000 mètres cubes. Dès lors avec cette méthode moderne les pays comme le Liban feront une économie de 40% pour l'eau d'irrigation.

## Les pays européens assainissent et réutilisent des eaux usées traitées. Qu'en est-il pour les pays du bassin méditerranéen?

Les chiffres stipulent que les pays du bassin méditerranéen jettent 118 milliards de mètres cubes d'eau traitée (pays de la rive Nord) et non traitée (pays de la rive Sud). Ce qui fait la différence entre les pays des deux rives c'est que les pays du Nord mobilisent des financements énormes pour traiter cette eau au 3<sup>ème</sup> degré. Dès lors elle devient une eau potable prête à la consommation. Pourquoi on traite l'eau? Comme le stipule la Directive cadre eau publiée en 2007: tous les pays de l'Union européenne doivent arriver au bon état de l'eau c'est-à-dire contenant 0% de coliforme prête à la consommation par les usagers. Or nous savons que des pays comme l'Espagne, la Grèce ou l'Italie ont un besoin énorme en eau pour l'irrigation, c'est pourquoi cette eau qui est jetée en Méditerranée pourrait être utilisée pour l'irrigation au lieu de l'eau fraîche qui est actuellement mobilisée. Ainsi elle pourrait être transférée aux utilisateurs d'eau potable et d'eau domestique.

Pourtant jusque-là, les pays du Sud ne traitent pas l'eau, ils la gaspillent ou sont peu nombreux à le faire. Or ces derniers ont un besoin urgent pour pouvoir satisfaire leur demande en eau d'irrigation qui s'évalue à 80% de la masse d'eau fraîche. L'eau fraîche doit être



traitée pour devenir une eau potable grâce aux directives imposées par l'Organisme mondial de la Santé (OMS). D'où encore une fois l'impératif d'instaurer des partenariats public privé.

## Qu'en est-il des ressources renouvelables?

D'autre part, la GIRE a instauré une base de données car nous avons considéré de la plus haute importance d'avoir une connaissance réelle et scientifique de la quantité de ressources en eau disponible à être mobilisée par pays dans la région du bassin méditerranéen. Et pour pouvoir appliquer le 3<sup>ème</sup> scénario établi atteignant les 3° de réchauffement climatique et dans l'objectif d'observer l'évolution en matière de ressources renouvelables des pays de la Méditerranée, il est nécessaire de faire des prévisions de politique d'anticipation pour faire face à d'éventuels «crises d'exception» tel qu'inondations, transferts d'eau, désertification et rabattement des nappes. D'où l'importance d'une base de données pour une planification pour les 50 prochaines années.

## Le dernier thème sur lequel planche, la GIRE est celui de la gestion par bassin. Expliquez nous en quoi cela consiste.

Pour boucler le concept d'intégration des différentes thématiques citées, il faudrait gérer tous les points précédents dans le concept bassin. Il s'agit de prendre l'eau à sa source d'origine jusqu'à son exutoire et cela est une entité socio-économique très importante qui englobe l'urbanisme, les villes, les régions rurales, les industries, etc. La GIRE fonctionne autour de la gestion par bassin afin d'appliquer les critères de la Directive cadre eau de l'Union européenne mais avec une spécificité pour la région du Sud-Est de la Méditerranée qui devrait également prendre en considération une nouvelle notion dans l'hydraulique que j'ai appelé «les nouvelles masses d'eau». Ces nouvelles masses d'eau sont une combinaison des eaux conventionnelles et non conventionnelles afin de satisfaire les demandes des pays semi-arides du Sud-Est qui risquent de tomber dans une pénurie grave comme la Palestine, la Jordanie, Israël et l'Egypte. Concernant ces pays, qui connaissent actuellement des conflits sur les bassins transfrontaliers dans le bassin du Jourdain et dans celui du Nil. Dès lors, l'idée maîtresse serait d'appliquer le concept d'«hydrodiplomatie» tel qu'outil pour la paix et afin de préserver les ressources nécessaires à la bonne survie des nouvelles générations. C'est là que réside l'intérêt d'appliquer la nouvelle masse d'eau avec l'hydrodiplomatie. ☺

# La Municipalité réhabilite les espaces verts de Beyrouth

Marilyne Jallad

**La contribution du secteur privé et de nombreux donateurs devrait permettre de redonner vie aux espaces verts de la capitale.**

**Bilal Hamad, le président de la Municipalité de Beyrouth, insiste sur la nécessité de conserver l'architecture de ces lieux au cachet historique.**



Jardin de René Mouawad (Sanayeh)

Élu en 2010 à la tête de la Municipalité de Beyrouth, Bilal Hamad veut faire de Beyrouth une ville verte à l'infrastructure moderne. Le développement des espaces verts de la capitale dans le respect de l'environnement fait partie des priorités de la Municipalité. «Nous avons établi un plan d'étude avec une vision et une stratégie de travail pour la ville de Beyrouth en répertoriant les jardins existants dont la plupart étaient délabrés, faute d'entretien depuis la guerre», affirme le président de la Municipalité de Beyrouth. Une étude architecturale et environnementale de ces jardins historiques a été rendue possible grâce à plusieurs donateurs: Zeina Majdalani, Frédérique Francis, Vladimir Duorevich et la société Green Studio.

## UN JARDIN, UNE RÊVERIE, UNE FLÂNERIE, LIEUX DE PRÉDILECTION POUR TOUS

«En réhabilitant et en embellissant les jardins publics de Beyrouth, nous voulons faire revivre ces lieux de flânerie, de rêverie et de détente dédiés aux citoyens de tout âge», explique le président de la Municipalité de Beyrouth, alors que les Beyrouthins se plaignent souvent de l'absence



Jardin de Sioufi

de jardins publics dans la capitale libanaise. «Comme celui du président René Mouawad (Sanayeh), les jardins William Hawi à Geitaoui et Karm el Ariss Bastav à Basta devraient rouvrir tous deux leurs portes au mois d'octobre prochain», précise-t-il. La municipalité prévoit également la réhabilitation des squares de Sioufi et de Saint-Nicolas à Achrafieh. «En principe l'Université Saint-Joseph prendra en charge l'exécution et la maintenance du jardin Saint-Nicolas», indique Bilal Hamad. Les travaux pour ce projet d'un coût de 700 000 dollars devraient débuter d'ici la fin de l'année. Des études sont également en cours pour la rénovation du square Hassan Khaled et du jardin des Jésuites et seront remises, une fois achevées, à tous les responsables municipaux. «N'ayant pas suffisamment de places de parking dans le quartier du square Hassan Khaled, nous envisageons de construire juste en dessous des parkings souterrains pour les habitants des alentours», poursuit Bilal Hamad, annonçant la création prochaine d'un nouvel espace vert, rue du Liban, sur le terrain «Métropolite Audi», propriété de la Municipalité de Beyrouth.

## LA FONDATION AZADEA VERSE 2,5 MILLIONS DE DOLLARS POUR LA RÉHABILITATION DU JARDIN DU PRÉSIDENT RENÉ MOUAWAD (SANAYEH)

Entreprise en mai dernier, la rénovation du jardin du président René Mouawad (Sanayeh) reposant sur les plans réalisés par la municipalité de Beyrouth, devrait s'achever en mars 2014. Les 2,5 millions de dollars nécessaires à cette réhabilitation et la maintenance du jardin pour les dix prochaines années sont pris en charge par la Fondation Azadea. Crée en 1907 par Khalil Pacha, général dans l'armée ottomane, ce jardin est considéré comme le plus ancien jardin public de Beyrouth. «D'une superficie de 22 000 m<sup>2</sup>, le jardin du président René Mouawad (Sanayeh) est toujours très fréquenté et accueille un public populaire varié», indique le président de la Municipalité de Beyrouth. Sa réhabilitation prévoit notamment la construction d'une nouvelle aire de jeu pour les enfants, la création de pistes pour les coureurs et les cyclistes ainsi qu'un amphithéâtre prévu pour des représentations artistiques. «Durant les travaux, une partie du jardin restera ouverte au public», assure-t-il.



Jardin de St. Nicolas

## Marwan Moukarzel: La rénovation du jardin René Mouawad n'est qu'une partie d'un programme environnemental à long terme de la Fondation Azadea Group



Pour le directeur général adjoint de Azadea Group Holding, le partenariat avec la Municipalité de Beyrouth pour la rénovation du Jardin de Sanayeh est un exemple réussi de coopération entre le secteur privé et le secteur public.

**Le projet de rénovation du jardin de Sanayeh, le plus ancien jardin public de Beyrouth, devrait se terminer en mars 2014. Pourquoi avoir investi dans ce projet?**

Azadea Group a toujours été soucieux d'aider et de soutenir la communauté ainsi que les générations à venir. C'est pour cette raison qu'une fondation a été créée en 2011. Les projets de développement que nous sélectionnons ont surtout un impact à long terme et visent à améliorer la qualité de vie de notre communauté. Les réalisations en cours portent sur la restauration d'espaces verts au Liban et à plus long terme dans la région. La rénovation du Jardin René Mouawad-Sanayeh, considéré comme un important héritage du pays, fait partie d'un programme environnemental large et perennel. Nous nous engageons donc à réhabiliter ce jardin mais aussi à en assurer la maintenance sur une période de dix ans.

### En quoi consiste ce projet?

Il consiste à raviver un espace vert propre à l'infrastructure de Beyrouth. Le parc offrira aux citoyens un espace naturel qui permettra non seulement de préserver l'environnement de la capitale mais surtout de développer des activités éducatives, culturelles, sociales, sportives, etc. Grâce à ce projet, la Fondation Azadea réinvente les espaces publics pour créer une dynamique nouvelle selon des normes et des standards internationaux.

**La Municipalité de Beyrouth a confié ce projet à la Fondation Azadea, du groupe de distribution Azadea, qui gère plus de 50 franchises internationales au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique du Nord. Que pouvez-vous nous dire sur ce partenariat?**

Ce partenariat avec la Municipalité de Beyrouth est un exemple de réussite entre le secteur privé et le secteur public. Ce succès sera, nous l'espérons, précurseur dans l'établissement de partenariats futurs. Nous estimons que le développement de notre communauté est une responsabilité partagée.

La rénovation du parc René Mouawad-Sanayeh s'inscrit parfaitement dans la vision stratégique de la Fondation Azadea. Ce qui explique notre enthousiasme lorsque le projet fut mentionné par Bilal Hamad.

**On parle d'un coût de 2,5 millions de dollars pris en charge par la Fondation Azadea pour cette réhabilitation.**

La réhabilitation du parc Sanayeh nécessite un travail considérable. L'investissement de 2,5 millions de dollars est lié au maintien de la qualité du parc selon des normes internationales, ses installations de jeux et de sport ainsi que la plomberie et son réseau d'éclairage. L'entretien du parc inclut également la propreté des lieux ainsi que la sécurité. La Fondation Azadea s'engage de ce fait à investir 2 millions de dollars pour l'entretien des lieux pour les dix ans à venir, en plus des 2,5 millions de dollars retenus pour la réhabilitation du parc. L'objectif étant, comme expliqué précédemment, de mener, mais surtout d'accompagner, des projets sur le long terme.

**Confier l'exécution de ce projet au secteur privé plutôt qu'au secteur public est-il une manière de gagner du temps?**

C'est un honneur pour nous de collaborer avec la Municipalité de Beyrouth pour cette initiative importante et qui changera le mode de vie des Beyrouthins. Il est vrai que le secteur privé joue ici un rôle important, mais il ne faut pas oublier que ce jardin appartient à Beyrouth et à sa Municipalité. Le développement est notre responsabilité à tous. Même si ce type de projets prend du temps, nous estimons que tout développement durable nécessite forcément une certaine durée. Nous nous efforçons de mener à bien des projets qui auront un impact certain pour les générations futures. ●

# Comment se démarquent les restaurateurs en temps de crise?

Malgré une saison touristique morne et une crise libanaise à plusieurs visages, les restaurateurs ne baissent pas les bras, et appellent à l'innovation au niveau des concepts en restauration avec de la qualité à des prix abordables pour répondre aux attentes des citoyens dont le pouvoir d'achat a nettement baissé et qui ne se font plus berner.



Selon l'agence al-Markaziya, citant le président du Syndicat des restaurateurs Paul Ariss, le taux de fréquentation des restaurants autour de la période de la fête du Fitri aurait baissé de 50% en comparaison avec la même période de l'année dernière. «Jusqu'où iront-ils sachant que la situation est catastrophique?», s'était indigné Paul Ariss en s'adressant aux politiques. «À la lumière de la dégradation de la situation sécuritaire et des prises de position des responsables politiques, les propriétaires des établissements hôteliers et les restaurateurs n'ont qu'un objectif: survivre», a en outre précisé le président du syndicat.

## LE RÈGNE DE L'IMMOBILISME, UNE SAISON TOURISTIQUE QUI N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI MORNE

En effet, entre crise économique et crise de pouvoir, entre la guerre en Syrie et ses répercussions économiques et commerciales sur le Liban, le touriste peu rassuré a été quasiment absent cet été 2013 du Liban. Sans oublier l'interdiction des ressortissants des pays du Golfe à se rendre au pays du Cèdre. «Même les Libanais de la diaspora ne sont pas au rendez-vous (...) Ce sont les résidents qui fréquentent encore les restaurants», ont déploré à l'unanimité les différentes personnes interrogées, restaurateurs et habitants. «Depuis l'année 2011, nous souffrons énormément de la baisse du nombre de touristes», affirme Ali, serveur d'une adresse réputée de la capitale. Il dit vouloir rester au pays malgré tout car il «travaille pour des gens compétents qui le forment et qui le payent à l'heure». Mais ce son de cloche n'est pas représentatif de la majorité des jeunes de moins de trente ans qui travaillent dans les restaurants, notamment ceux qui y sont pour pouvoir financer leurs études; une fois leur diplôme obtenu, ceux-là partiront vers des pays plus séduisants et aux salaires plus élevés.

## LE SECTEUR DE LA RESTAURATION CONTINUE DE PROUVER SA RÉSILIENCE

Selon les chiffres de la comptabilité nationale, «ce secteur représente généralement 3 à 4 % du PIB, pour avoir atteint les 25 milliards de dollars en 2012». Or malgré les nombreux obstacles rencontrés par le secteur depuis 2011, les entrepreneurs libanais s'adaptent à l'évolution de la demande. Le nombre de restaurants serait même passé de 660 en 2012 à 708 en 2013.

Selon un article publié dans *L'Orient-Le Jour*, citant le «Lebanon Brief» de la BLOM Bank, «en dépit de tous les obstacles rencontrés, le secteur de la restauration continue de prouver sa résilience». En effet, le guide Lonely Planet a récemment classé le pays du Cèdre dans le top 10 des meilleures destinations gastronomiques, tandis que la chaîne américaine CNN a désigné le Liban comme meilleure destination pour prendre le petit-déjeuner.

Il est cependant important de souligner que l'industrie de la restauration est fortement dépendante du nombre de touristes qui a été en chute libre cette année. Toujours selon les estimations du rapport de la BLOM Bank, «avec une baisse de 24% du nombre de touristes en 2011 et de 17% en 2012, la taille du secteur de l'hôtellerie et de la restauration devrait également diminuer de 9 à 10% pour 2013».

## OUVERTURE DE RESTAURANTS À TAILLE PLUS HUMAINE

Par ailleurs, la hausse des prix des loyers a obligé de nombreux établissements à fermer leurs portes, une trentaine depuis début 2013, notamment dans le haut de gamme, dont le Stay et le Bouddha Bar. Mais rien que le City-Center et le KidzMondo vont pouvoir combler ces fermetures avec l'ouverture annoncée de près de 60 établissements dans ces deux centres.

Par ailleurs, une nouvelle tendance est observée sur le marché avec l'ouverture de nouveaux restaurants à taille plus humaine et à des prix plus abordables dans les différents quartiers de la ville. En effet, ces restaurants sont localisés dans le centre de Beyrouth, notamment à Achrafieh, Zaituna Bay, Verdun, Hamra, Gemmayzé et dans le quartier très coté de Mar Mikhaël.

Il s'agit de concepts innovants, moins grands, toujours jolis, bons et à des prix bien plus adaptés à la demande. Or «la concurrence dans le secteur de la restauration s'est accrue et l'apparition constante de nouveaux concepts rend le marché extrêmement compétitif et ne

laisse plus de place aux succès en demi-teinte», affirme Karim H., propriétaire d'une nouvelle adresse culinaire d'Achrafieh.

## SUD RESTAURANT, PARMI LES CONCEPTS INNOVANTS À DES PRIX RAISONNABLES

Pour Michel Yazbeck, le propriétaire de Sud, restaurant et bar méditerranéen situé dans la cour intérieure d'un immeuble du quartier de Mar Mikhaël, «il n'y a pas de crise dans le secteur de la restauration mais un manque d'innovation dans les concepts». Son enseigne, un lieu charmant qui rappelle un air de province, ne désemplit plus depuis son ouverture en avril dernier. Agé seulement de 25 ans, ce jeune homme est retourné au Liban après avoir vécu avec sa famille de longues années en Côte d'Ivoire, se lançant il y a près de deux ans le défi «d'ouvrir un concept innovant, délicieux et

**MÊME LES LIBANAIS DE LA DIASPORA NE SONT PAS AU RENDEZ-VOUS. CE SONT LES RÉSIDENTS QUI FRÉQUENTENT ENCORE LES RESTAURANTS**



agrable au niveau déco et à des prix raisonnables». Et ce malgré tous les encouragements de ses proches qui lui promettaient un échec certain. Mais ce jeune homme ambitieux n'a pas baissé les bras et a heureusement été encouragé par les prêts proposés à des taux compétitifs par Kafalat en coopération avec la Banque du Liban aux jeunes entrepreneurs. «En fait le concept que j'ai voulu créer était en adéquation avec cette période difficile notamment au niveau économique» affirme-t-il. «Le marché libanais avait un manque: on pouvait manger bien mais très cher ou à des prix raisonnables mais mal», ajoute-t-il. Selon le propriétaire du restaurant Sud, la mentalité du client libanais a évolué. «Après la guerre du Liban de 1975, le client libanais était prêt à dépenser des fortunes pour manger (...). Actuellement on ne peut plus l'arnaquer car il a beaucoup voyagé et s'est cultivé et c'est la qualité qu'il réclame désormais», précise-t-il.

Le cadre de Provence de cette cour intérieure de couleur bleu mer, Michel Yazbeck l'a concu après avoir découvert l'espace en se baladant et en fouinant. Il a alors eu l'idée de tout prendre en charge au niveau de l'infrastructure et de l'architecture en gardant le cachet oriental du lieu. Il est possible aussi de manger un bout à Tartine ou au Studio 43 également dans le quartier de Mar Mikhaël, des concepts tout aussi innovants et bon marché.

D'autres enseignes appartenant à la même tendance ont également vu le jour, tel que Shawarmanji, le premier établissement d'une chaîne de restaurants présentant un nouveau concept de chawarma qui s'est déjà affirmé en force sur le marché libanais et régional, et compte près de quatre enseignes au Liban notamment à Zalka, Hamra, Jounieh, Achrafieh et Sin el-Fil. Le lieu propose des produits frais de grande qualité à des prix abordables, un service efficace et envisage de devenir une référence régionale en matière de chawarma.

Sur le même thème, Enab Beirut, un restaurant libanais traditionnel, a récemment ouvert ses portes dans le quartier de Mar Mikhaël. Il propose «une cuisine libanaise traditionnelle, authentique et consistante mais dans un cadre différent et plus moderne que les grandes enseignes traditionnelles libanaises. Le restaurant dispose d'un jardin à l'arrière et s'étend sur une surface totale de 900 m<sup>2</sup> avec une capacité d'accueil de 350 personnes assises pour un ticket moyen avoisinant les 30 dollars.

À propos de l'avenir du secteur de la restauration au Liban, Michel Yazbeck souhaite que la mentalité des restaurateurs évolue en faveur de plus de services, de proximité avec le client et de modestie. «Notre métier consiste à offrir du service avec cœur et il est essentiel que notre clientèle reparte avec le sourire aux lèvres», souligne-t-il, avant de conclure : «si nous désirons continuer à développer le Liban comme pays des services, il faudrait offrir des facilités administratives aux jeunes entrepreneurs et plus de transparence. Il n'est plus question de payer de l'argent supplémentaire juste pour faire avancer un dossier qui croupit dans les tiroirs poussiéreux de l'administration libanaise alors qu'il est de notre droit d'être bien servi par notre système administratif surtout lorsque tous nos papiers sont en ordre».

Dans un pays comme le Liban, habitué à l'instabilité et aux chocs, les entrepreneurs semblent être devenus de véritables experts en gestion de crise. Ils continuent d'innover envers et contre tout. Le Libanais demeurant un pionnier dans la région en matière de nouvelles tendances. ●

# Corruption: on avance à reculons

Bachir El Khoury

*Les pratiques de connivence, de paiement de pots-de-vin et les dessous de tables semblent résister à toute épreuve.*

La corruption semble gagner davantage de terrain au Liban depuis quelques années au lieu de stagner ou au mieux de reculer - un constat qui fait de plus en plus l'unanimité parmi les citoyens ainsi que les parties concernées (ONG, société civile etc.) et les centres d'études. Selon un dernier sondage sur cette question élaboré par le Arab Center for Research & Policy Studies, 86% des libanais considèrent que les pratiques de corruption sont largement répandues dans leur pays contre 52% en Jordanie et seulement 19% au Koweït. L'étude, qui se base sur un indice de perception du niveau de corruption (Public perception about the extent of corruption), place ainsi le Liban en tête du classement dans le monde arabe, devant tous les autres pays de la région, dont ceux ayant été le théâtre de soulèvements populaires durant les 3 dernières années (voir graphe 1). En outre, selon cette même étude, seuls 15% des libanais considèrent que les efforts menés par l'Etat pour lutter contre la corruption sont «sérieux» contre 43% en Irak, 87% au

Koweït et 56% en moyenne dans le monde arabe (voir graphe 2). Il s'agit là d'une double perception assez alarmante: celle d'un niveau de corruption très élevé couplé à un sentiment de laxisme

de la part des autorités. Ce sondage, même si relatif car les perceptions ne sont pas toujours les mêmes dans l'ensemble des pays, fait écho à une étude élaborée par la société InfoPro il y a plus de trois ans, selon laquelle près du tiers des entreprises au Liban (sur un panel de 250 sociétés) auraient effectué des paiements supplémentaires à chaque fois qu'elles avaient besoin d'un service public. Cette étude avait également révélé que 36% des entreprises ayant fait l'objet d'inspections fiscales ont dû verser des pots-de-vin pour éviter une contravention.

Si les causes de ce phénomène rampant sont multiples et assez connues - partage du pouvoir sur base confessionnelle, Etat central faible,

conflits armés, traditions et facteurs culturels etc. - les effets sur l'économie sont moins faciles à cerner ou à quantifier. Dans la littérature économique, la corruption représente un poids, même si cette hypothèse est parfois remise en question : ce phénomène nuit, entre autres, à l'environnement des affaires, accélère l'épuisement des ressources naturelles, pèse sur le budget national et affecte la compétitivité des entreprises en augmentant certains coûts fixes et variables (enregistrement, électricité et eau, déclaration d'impostes etc.). Au Liban, les pratiques de corruption - pots-de-vin, dessous de table, fraude, détournements de fonds etc. - représentent près de 1,5 milliard de dollars annuellement, selon une étude de l'organisation Transparency International publiée

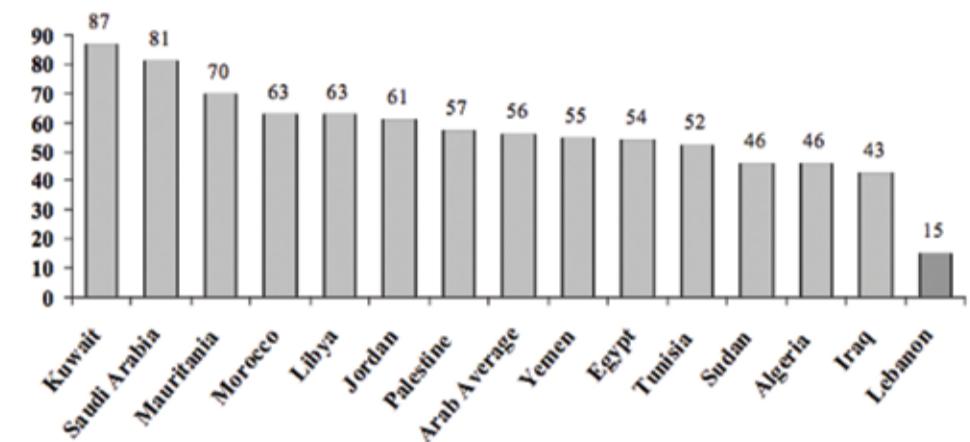


LA CORRUPTION SERAIT ÉGALEMENT UNE DES CAUSES DE LA CRISE FINANCIÈRE AMORCÉE EN 2007

en juin 2010, soit environ 4 % du PIB. Ce coût, déjà amplement élevé, ne prend pas en compte les coûts indirects - plus difficiles à estimer - découlant de l'impact de la corruption sur la situation des administrations publiques et par conséquent sur la qualité des prestations offertes, mais aussi sur le système judiciaire, la nature de gouvernance qui implique, dans certains cas comme le Liban, des mauvais choix de politiques publiques (surendettement etc.)...

Le pays du Cèdre se doit donc d'agir face à ce phénomène déjà présent, voire ancré dans la société libanaise mais qui semble s'accentuer au fil des ans, en établissant des mécanismes de contrôle stricts mais en oeuvrant aussi et surtout au niveau de l'éducation, seule garantie réelle

Public Perception about Government Efforts in Fighting Corruption in Select Arab Countries  
(% of respondents who consider government anti-corruption efforts to be 'serious' or 'very serious')



d'une société anti-corruption sans coût élevé. Inutile de rappeler à cet égard que la corruption et le capitalisme de connivence ont été, parmi d'autres facteurs, à l'origine des

qui perdent plus de 6 milliards d'euros par an à cause de la corruption, des détournements et de la fraude tandis que 50 milliards de dollars «sales» sont déposés chaque année dans les comptes bancaires et dans les paradis fiscaux en Occident.

La corruption serait également une des causes de la crise financière amorcée en 2007. En effet, cette débâcle mondiale a révélé l'ampleur de l'incapacité à imposer des contrôles plus stricts, même en période de crise. Des dirigeants ont continué à recevoir des primes et des indemnités généreuses, alors que leurs stratégies d'investissement risquées avaient entraîné leurs entreprises au bord de la faillite et nécessité le déblocage d'importantes sommes d'argent public.

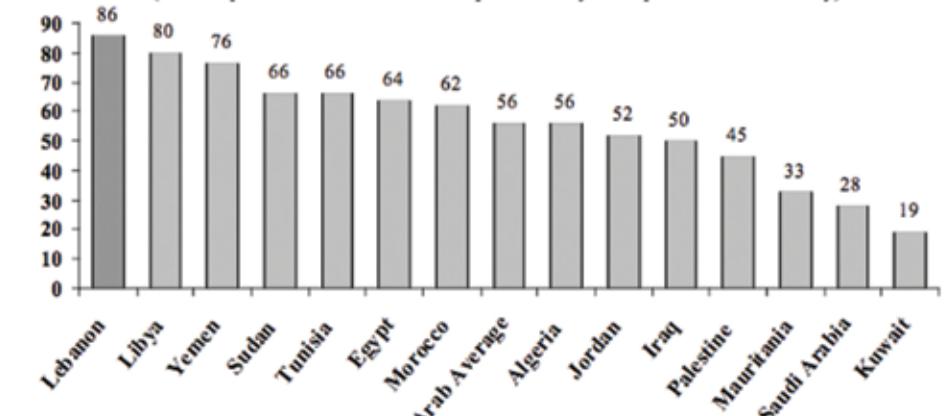
Enfin, et dans le cadre d'une enquête menée en 2008 par Transparency International auprès de plus de 2 700 cadres dirigeants dans 26 pays, près de 2 personnes interrogées sur 5 ont déclaré avoir été invitées l'année précédente à verser des pots-de-vin au cours de leurs relations avec diverses institutions fournissant des prestations essentielles aux entreprises (douanes, services fiscaux, Justice, police etc.).

récentes explosions sociales observées dans le monde arabe...

## UN PHÉNOMÈNE MONDIAL QUI TOUCHE AUSSI LES PAYS RICHES

Mais le Liban n'est pas un cas à part. La corruption touche aussi les pays développés. C'est le cas, par exemple, des entreprises allemandes

Public Perception about the Extent of Corruption in Select Arab Countries  
(% of respondents who consider corruption is 'very widespread' in their country)



# Rentrée scolaire et poches des ménages

*«Nos poches sont trouées, trop c'est trop!», s'exclame une banquière trentenaire, mère de trois enfants. «L'école nous coûte près de 4 000 dollars par enfant annuellement sans compter les vêtements, soins médicaux, nourriture et loisirs», confie consternée Maria, à la veille de la rentrée scolaire. Avant d'ajouter: «si les privilégiés se plaignent comment font les pauvres?!!»*

Maria et Patrick, en couple depuis 10 ans, gagnent pourtant bien leur vie comparativement au salaire minimum des Libanais qui s'élève à près de 460 dollars par mois. «Je regrette de plus en plus notre retour de Paris en 2010», souligne Patrick, commerçant. «C'est vrai que vivre en France en famille n'était pas tous les jours facile surtout pour ma femme qui bénéficiait de moins de confort qu'au Liban, sans aide à la maison ni soutien familial», ajoute-t-il. «Mais au moins là-bas, l'Etat permet à tous les citoyens de placer leurs enfants dans des écoles publiques de bon niveau», poursuit-il, sur un ton désillusionné. Il dit préférer payer des impôts élevés que de faire face à un système administratif libanais archaïque et corrompu. «Au moins en France le citoyen a certes des devoirs mais aussi des droits inaliénables tels qu'un accès à une éducation décente, à des soins médicaux pris en charge par l'Etat en cas de besoin, à une retraite respectable, etc. (...) Ici il n'en est rien». «Certes, il existe au Liban des écoles publiques, mais leur niveau laisse malheureusement beaucoup à désirer (...). Sans oublier l'état de ces écoles qui sont le plus souvent délabrées, détruites depuis la guerre ou trop loin de notre maison, et où les professeurs sont recrutés le plus souvent par voie de clientélisme et pistons, loin des critères de professionnalisme et de mérite», ajoute Maria.

## LES ÉCOLES PUBLIQUES, LES LAISSEES-POUR-COMpte DE L'ETAT

Pouvoir d'achat en érosion constante depuis 2011, gouvernement absent, problèmes sécuritaires croissants et une guerre en Syrie qui déborde à l'intérieur des frontières libanaises... tous les ingrédients sont réunis pour avoir le moral dans les chaussettes. Mais malgré cela, les parents continuent de travailler jour et nuit pour nourrir leurs enfants et payer leurs écoles. «La politique scolaire priviliege le plus souvent les intérêts personnels au détriment des élèves», affirme Jana, enseignante dans le secondaire de l'école privée de Nazareth à Achrafieh. Elle affirme avoir eu envie de faire bénéficier les élèves du secteur public de ses compétences, après s'être spécialisée dans l'enseignement supérieur à l'Université

Saint-Joseph. Son dossier fut refusé, dit-elle, précisant que «la personne retenue, aux compétences moindres, appartient à une famille partisane d'un parti politique qui a du pouvoir dans cette région» de la montagne libanaise. Or en période de crise, on devrait au contraire s'attendre au développement de l'école publique. Au Liban, c'est l'inverse qui se produit. En 9 ans, de 2004 à 2012, l'école publique a perdu près de 75 000 élèves. Les raisons de cette baisse sont multiples, mais la raison essentielle reste la perte de confiance des parents dans l'enseignement public. De plus, de nombreuses personnes du secteur dénoncent une politique scolaire dans le secteur public guidé par le clientélisme et le partage des parts. Un ancien fonctionnaire du ministère, qui a requis l'anonymat, a affirmé que «le décret adopté dans le secteur de l'enseignement a permis d'embaucher beaucoup plus facilement des enseignants dans le secteur public, mettant en veilleuse leurs compétences, ce qui a contribué davantage à la baisse du taux de fréquentation de ces écoles. Quant aux nombreuses réformes promises par les ministères de l'Éducation successifs, elles n'ont jamais eu lieu», précise-t-il.

## PRIX ABERRANTS DES ÉCOLES PRIVÉES ET MÊME DES GARDERIES

«Même dans les écoles privées les moins chères de la capitale, on paie près de 4 000 dollars par an par enfant dans le primaire», affirme un père de famille quarantenaire. Une autre maman va jusqu'à payer 6000 dollars les frais de scolarité de sa petite fille qui a à peine trois ans et demi et ce sans compter le prix de transport par «autocar». «Les salaires sont relativement très bas au Liban par rapport à la cherté de vie, le prix exorbitant des nouveaux loyers sans compter les frais d'électricité et de générateur électrique, le supermarché et j'en passe», ajoute Carole, mère de 28 ans, sans emploi avec presque aucune aide de la part de l'Etat.

Une autre maman, femme active invitée, dénonce les horaires inadéquats des garderies avec les horaires de travail d'une femme salariée. «Comment faire pour travailler lorsque je dépose tous les matins ma fille à 7h du matin à la garderie sachant que j'ai un trajet de près d'une heure pour atteindre Beyrouth et que je dois interrompre mon activité professionnelle pour la récupérer à 14h? C'est aberrant», ajoute-t-elle. «Au moins dans les capitales développées de ce monde, on considère les femmes qui travaillent et les garderies peuvent garder les enfants en bas âge jusqu'à 18h!» ajoute cette architecte qui n'en peut plus de cette mentalité «taille à la mesure des hommes».

De plus, il ne faudrait pas oublier les frais exorbitants en essence et en parking sauf si on veut payer 5000 livres de voiturier par parking plusieurs fois par jour. «Au moins dans d'autres pays,

mes enfants apprennent à devenir autonomes; ils prennent le bus ou le métro et marchent les cheveux aux vents pour se rendre à l'école qui est souvent à quelques minutes de la maison (...) Ici ils sont ultra-couvéés», ajoute Maria. Toutes les personnes rencontrées appellent le gouvernement libanais à prendre des mesures rapides et efficaces pour rendre les écoles publiques efficaces et au niveau requis pour un enseignement de qualité. «Le jour, où nous aurons des écoles publiques de

niveau, je serais la première à y inscrire mes enfants», conclut Maria. En attendant ce jour, Maria et Patrick, Carole, et bien d'autres parents vont devoir se serrer la ceinture et s'endetter auprès des banques pour un grand nombre, pour pouvoir assurer à leurs enfants une éducation scolaire décente et des lendemains meilleurs. Dans tous les pays qui se respectent, l'Etat aide ses citoyens et non l'inverse surtout en temps de crise économique. ●

## BEIRUT BOUTIQUE BUREAU: surfaces de bureau privatives et personnalisées

Agave, créée en 2012 est une société de conseil spécialisée dans la création, la gestion et l'administration des sociétés avec aussi possibilité de se charger de vos formalités étatiques (quitus etc.) et ce de façon systématique, professionnelle et confidentielle. Une équipe de professionnels est à votre écoute et met à votre disposition toute sa compétence pour servir au mieux vos intérêts.



Beirut Boutique Bureau (BBB), un département d'Agave, propose dans un des immeubles les plus prestigieux de la capitale une gamme de bureaux équipés, clés en main, toutes surfaces, toutes durées.

Autres avantages que vous offre BBB, un local dernier cri meublé avec élégance et équipé de toute l'infrastructure nécessaire, au niveau matériel informatique, téléphonique, accès à Internet et tout le «Back Office» qui vous est indispensable ainsi qu'une équipe dévouée et professionnelle à votre écoute.

BBB vous propose aussi la formule bureau virtuel. Avec un forfait mensuel, vous bénéficiez d'une adresse commerciale prestigieuse, de la mise à disposition d'un numéro de téléphone et de la gestion des appels téléphoniques et du courrier selon vos instructions.

BBB s'adresse aux hommes d'affaires libanais ayant besoin d'un point de chute au Liban, aux multinationales voulant s'implanter à Beyrouth, aux start-up, aux indépendants...

Avis aux intéressés contacter : OFFICE@BEIRUTBOUTIQUEBUREAU.COM  
Ou contacter: + 961.1.213.092 ou par Fax: +961.1.213.352  
www.BEIRUTBOUTIQUEBUREAU.COM ●



[www.beirutboutiquebureau.com](http://www.beirutboutiquebureau.com)



## your business lounge in the heart of Beirut

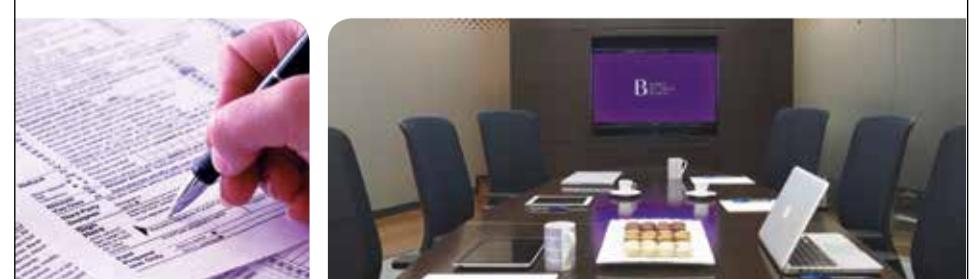
A PRESTIGIOUS ADDRESS IN A KEY BUSINESS LOCATION

FIRST CLASS CUSTOMER SERVICE SUPPORT

EXECUTIVE OFFICES AT A PROMINENT ADDRESS

SERVICED OFFICES (DEDICATED OFFICE, MEETING ROOM & CONFERENCE ROOM)

VIRTUAL OFFICE (BUSINESS ADDRESS, DEDICATED LINE, TEL & MAIL FORWARDING)



AGAVE SAL 5TH FLOOR, THE NETHERLANDS TOWER  
CHARLES MALEK AVENUE, ASHRAFIEH, BEIRUT, LEBANON

TEL +961 1 213 092  
OFFICE@BEIRUTBOUTIQUEBUREAU.COM

# The Lebanese Excellence Award (LEA) with Dr. Ali Berro



Following the example of many countries and the European Union, QUALEB, the branch focusing on Quality Programme at the Ministry of Economy and Trade, has introduced an initiative to enhance the competitiveness of the Lebanese economy. This initiative is the Lebanese Excellence Award.

The Lebanese Quality Management Model (LQMM) attuned to Lebanon's needs, was designed to help managers apply systematic management practices. The efficient use of this model could lead any organization to receive the Lebanese Excellence Award. To inquire about this initiative, ECONEWS met with Dr. Ali Berro, the Programme Director of QUALEB and member of LEA Jury Panel.

## HOW DID THE PROCESS OF THE LEBANESE EXCELLENCE AWARD COME ABOUT?

AB: The initiative was prepared in 2008 and launched in March 2009 under the tutelage of His Excellency the President of the Republic of Lebanon Michel Sleiman. For this purpose, we have trained over 55 technical assistants and have formed a high level jury panel presided by the Ministry of Economy and Trade.

When speaking of excellence, we speak of something higher than quality. This award is open to entrepreneurs or any businesses that have excelled in their fields of operation. The Lebanese Quality Management Model is based on the European Foundation for Quality Management, which is the most widely used model in the world. The Award Jury Panel, headed by H.E. the Minister of Economy and Trade, is independently formed as a Committee. It is constituted of 9 Members, selected by ex-

cellence and appointed by the Minister of Economy & Trade.

## THE SELECTED MEMBERS OF THE LEA JURY PANEL ARE:

- Mr. Mohamed Choucair, the President of the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture.
- Representative of the Association of the Lebanese Industrialists.
- Mr. Raed Charafeddine, Vice President of the Central Bank of Lebanon (Banque Du Liban – BDL).
- Dr. Khater Bou Habib, CEO and DG of 'Kafalat SAL'.
- Mr Wajih Bizri, President of the International Chamber of Commerce (ICC) in Lebanon.
- Eng. Habib Ghaziri, Chairman of the Board of Directors of LIBNOR (Lebanese Standards Institution).
- Dr. Toufic Rizk, Dean of the Faculty of Sciences at Université Saint Joseph – USJ.
- Dr. Ali Berro, Quality Programme Director and Vice Chairman of B.O.D of the Lebanese Accreditation Council COLIBAC.

## CAN YOU PLEASE EXPLAIN THE RELEVANCE OF THE LEBANESE QUALITY MANAGEMENT MODEL TO LEA?

AB: The evaluation and assessment in that model is based on four key areas: Three are named 'Approaches' and one is named 'Outcomes'. The three 'Approaches' include the Infrastructure Management- 16%, the Processes and Customer Management- 16%, the Human Capital Management- 19% , and finally the 'Outcomes' make up 50%. For each of the first three Approaches there are Outcomes. As an applicant organization, you are allowed to

choose within each Approach at least one approach that you think you have excelled in. There are 100 approaches to select from.

## WHO WERE THE PREVIOUS RECIPIENTS OF THE AWARDS?

AB: In 2009, seven organizations won the first Lebanese Excellence Award. In 2011, and due to increased requirements, only two companies were granted the second Award. Companies were requested to prove they are environmentally responsible. The aim is to promote a culture of quality, excellence and also of Lebanese identity as well as corporate social responsibility. We are trying to promote this culture, which unfortunately lacks in Lebanon. In the upcoming third LEA, we have opened the door for establishments of the public sector and non-governmental organizations, in addition to the business community organizations consisting of corporate entities and SMEs.

In 2009, seven organizations out of a total of 16 applicants, received the LEA:

- Cosmaline
- Tissue Mill
- Technica International
- Masterpak
- Second House Products
- Al Rassoul Al Aazam Hospital
- Unipak

In 2010-2011, two organizations, out of a total of 16 applicants, received the LEA:

- Unipack – Tissue Mill
- Chateau Ksara

The Award is based on three levels. The first is the certification level, that means if an organization is on the

right track to attain excellence, and has achieved little but is committed to continue, then it is eligible to apply for the certification level. This entails the three approaches plus the environmental approach. The second level is the advanced certification level. The third level entails the submission of all documents with details including the outcomes for those approaches. An independent assessor will carry out the assessment process.

## WHAT WOULD BE THE EXPECTATIONS OF LEA WINNERS?

AB: First of all, with the excellence model, companies will be able to improve their operations, as it will help them align their resources to their strategic objectives and goals. Throughout this process, and with the experts at hand assessing their organization, weaknesses are sought out and improved. This improvement will reduce their waste of time and in human resources. . The LEA office provides them with adequate support. Applying will better position the organization and help with recognizing their business as a leader in its field of activities.

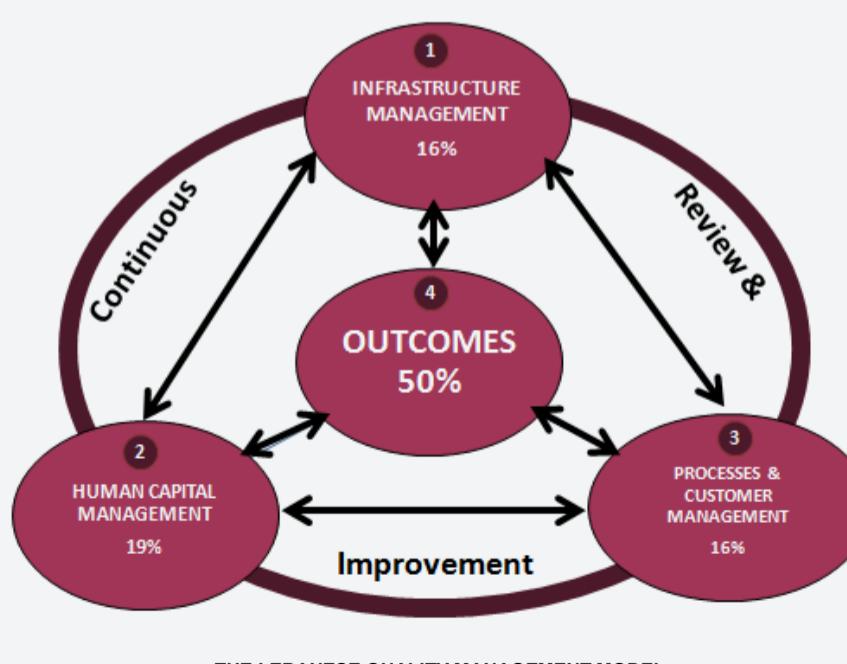
## WHO CAN APPLY?

All organizations/institutions – large businesses, small and medium sized enterprises, public sector organizations, and or operational units of the public sector organizations, in addition to NGOs provided they employ more than eight people and can show a certain maturity of their management system by proven relevant results (over at least two years).

## HOW TO APPLY

Applicants are requested to complete the Assessors Application Form and the specific EU-CV format and send them electronically to the following address: lea@qualeb.org. For more information, please call: +961-1-982357 or +961-1-982360/5; Ext: 1817, 1820, 1822 or 1802.

You can also visit [www.economy.gov.lb](http://www.economy.gov.lb) for further information.



THE LEBANESE QUALITY MANAGEMENT MODEL

# The Telecom Era

In today's economy, telecommunication has become a major development tool. Besides consumers, it is extensively used by businesses. In view of massive data transfer, quality of telecommunication has become critical for competitiveness, innovation and growth of several sectors such as banking, education, engineering, media etc... Key telecom parameters include speed, bandwidth reliability of the connection to name a few. All these are nuts and bolts which affect performance of the business sector.

## THE ISSUE TODAY

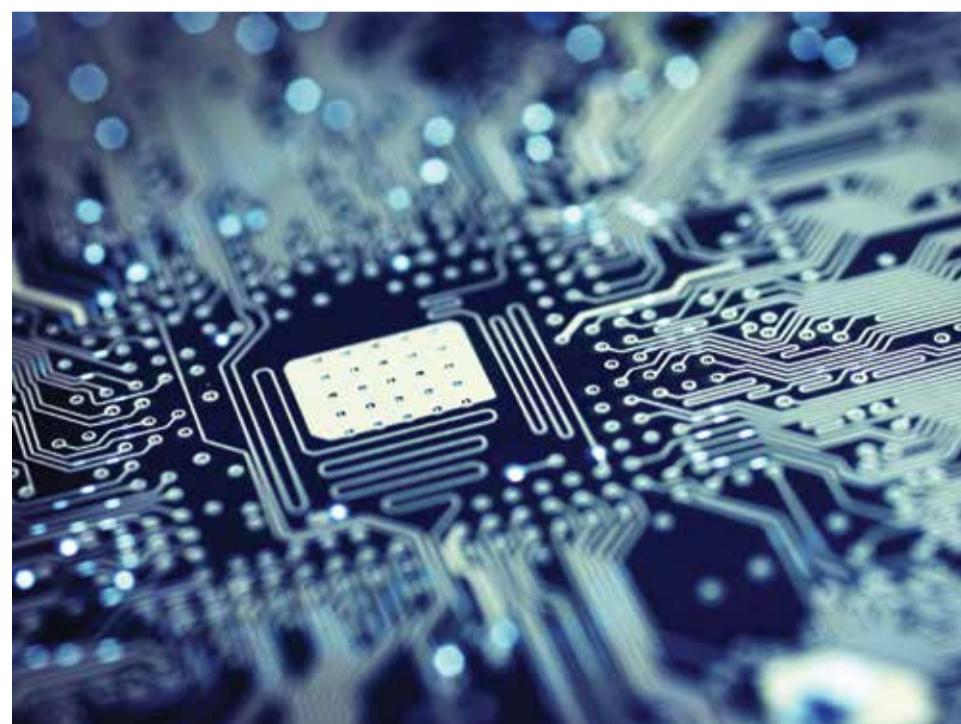
Until today, the telecom sector in Lebanon could not be restructured because of the lack of a regulator that is vital to a functional telecom sector as it represents a major cornerstone in reforming the telecom industry. An former employee of the Telecom Ministry revealed that a law was issued in the early 2000's to hinder political interference in order to ensure independence of the telecom sector. The law, however, was never implemented. To function properly, the regulator would have to be independent from all political parties. It should work as a separate entity to regulate the competition, by ensuring that prices are being rational. In many if not most of the countries, the creation of a regulator was one of the fundamental steps for developing the telecom industry.

## WHAT ABOUT FARES?

In the absence of a law regulating the prices, we can have recourse to other legal instruments. Unfortunately, these instruments were not implemented, and it has become very obvious in Lebanon that there is no intention to separate politics from telecom. The result is this defunct system of telecom companies and their price scales. There is not one single person living abroad that could be satisfied with the service in Lebanon. For example, a person coming from Dubai, in the UAE, buys a prepaid card for 50\$ that is supposed to serve for one month, turns out to be capped and consumed in ten days. Whereas for 60\$ per month in Dubai, one can get phone and TV services and 8 MB of unlimited internet connection. Not to mention the great quality of service and impeccable customer service.

## WHAT MAKES A SECTOR FUNCTIONAL?

In Lebanon, the basic components for a prosperous telecom service do not exist. The basic challenge lies in quantifying the assets, power cables, antennas, buildings and land that the sector possesses. When a company is created, its assets are defined. However this was never done for the mobile companies. Corporate entities have no transparency in the sense that it is not clearly defined what Lebanon's telecom infrastructure is made up of. That being said, we can detect few positive signs, such as the release of 4G in 2013. In the United Arab Emirates for example, 4G provides clients with hundreds of megabytes that can be downloaded onto a phone. One wonders whether the 4G in Lebanon is really going to provide much with the current deficiencies in the system.



## SHOULD WE PRIVILEGE STATE REVENUE OR DEVELOPMENT TOOLS?

The reason why things are held back in Lebanon is because the telecom service is a cash cow that provides revenues for the government. The mere fact that services are not provided means the industry is not driven by profitability or cost effectiveness. Authorities in charge think and plan on a short term basis, preventing the sector from sustaining

other sectors and increasing usage. By way of comparison, corporate entities in the UAE own the assets of the telecom sector on behalf of the State. They function according to recognized business rules, such as profitability. Customers invest and expect returns on their assets. Companies have running costs, which should be capped at a denoted level. They operate like any business processes. They are driven strictly and purely by an economic profitability. If state revenue is defined as politicians running the system then, that would entail depending on the government in charge at that time (keeping in mind that Lebanon's governments have changed three times in the last four years). What usually happens is that the Minister in charge annuls and negates the previous system in place and refuses to acknowledge anything done before, which makes building on previous achievements difficult.

## WHAT ARE THE SOLUTIONS?

First and foremost, the operator must be corporatized, meaning that instead of having a company that operates by contract such as OGERO (the leading mobile and internet service provider in Lebanon), one would create a corporate entity with shares that could be sold potentially or at a later stage. Shares would first belong to the government then later on, will be opened to the public. The company created needs to be driven by market logic and not by politics.

**“ IT HAS BECOME VERY OBVIOUS IN LEBANON THAT THERE IS NO INTENTION TO SEPARATE POLITICS FROM TELECOM ”**

If state revenue, however, means creating corporate entities that are independent and operate according to economic laws, then there would be a higher chance for profitability.

One would create a company that is owned by the state; appoint a board and a mandate to run the company to reach a certain level of profitability. Unless the system implements long term strategies, all progress will be short lived. There also needs to be an effective customer service.

If driven by development and by economic rules, means aiming to get profitable services, then it is a better solution. As opposed to one way being better than the other (state revenue vs. development), development should mean thinking forward and setting long term objectives. The solution is simple. One simply has to read the law created in the early 2000's, and implement it. This will be the first big step that one can take. Operating on simple economic rules, irrelevant of political affiliation, is also a necessity. Perhaps then the telecom revenue will not be as blurry a subject. ●

**350,000**  
أبناء زوجي مسيرة  
**لن يقاتلوا، وأنت؟**

دعماً للاقتصاد، رفضاً للحرب

اتحاد  
غرف التجارة والصناعة  
لبنان/جبل لبنان

No. de permis 5170 Date 26/01/2013

# “Heavy Deficits of Electricity: Ghazi Youssef... Tells All”

*Youmna Naufal*

*How does one explain the electricity problem in Lebanon, a developing country that relies heavily on its tourism industry to sustain itself?*



“The electricity company, EDL, did not have a choice in terms of all the reform plans put forward because all of them needed the approval of the Minister,” MP Ghazi Youssef says. “The Company, the Director General who is also the Chief Executive Officer and the Board itself has not changed for the last twelve years. Not only has the board not been altered, but no new additions have been made either. Plans have been put forward since I was in charge of the file back in 2001 and 2002.”

Youssef continues: “I was working with Prime Minister Rafik Hariri at the time and I had brought funding from the Prime Minister’s office. We hired lawyers, the consulting firm Booz Allen, and conducted an asset review of the electricity sector of Lebanon. We pin pointed all the problems and then worked to issue a law to restructure the sector. The law known as law 362 was issued in 2001 whereby we had planned to divide it among the three segments

of electricity: production, distribution and transportation. We should have had three companies with the transportation part remaining under governmental control with the establishment of a regulator which to date has not been established. This negates all the good sense of reforming the sector whereby it is important to have an independent body to ensure that all participants are contributing positively. All this is lacking because a Minister refuses to implement the law. A similar approach was attempted regarding the telecom industry and there again, it failed to be implemented.”

Away from politics, the problem with the electricity is that the demand exceeds by far the available supply. Youssef stresses, “This has been the case since 1998 when we had enough electricity to cover the entirety of Lebanon. Plans back then were to increase production and to make available production at an affordable rate. To do that, two things had to be done. We had to increase the production capacity and bring in another source of fuel. One cannot work on diesel fuel which is very expensive in generating electricity. At the time, Prime Minister Rafik Hariri had in mind to import liquid gas. In 1998, he left office and when back in 2000 he tried to implement the same thing. He found out there were political problems. First of all, the Syrians did not approve that because they wanted to control the influx of any gas. On the other hand, some

“AWAY FROM POLITICS,  
THE PROBLEM WITH THE  
ELECTRICITY IS THAT THE  
DEMAND EXCEEDS BY FAR THE  
AVAILABLE SUPPLY.”



politicians wanted to become middle men to set up the gas plants. It was a mess. We visited Egypt because

it was a country that had a lot of gaz. Mr. Hariri proposed to form a joint venture between Lebanon and Egypt. He said we should have a gas pipeline that goes through the sea from Egypt to Lebanon. When we arrived to Beirut few days later, the Syrians had heard about it and did not like that idea. They changed the plan.”

“A new agreement was passed between Egypt, Syria, Jordan and Lebanon. The Syrians made sure the main gas pipeline passes through Syria and we get a small tap. The Syrians used to dictate all the issues. The plan was to have a cheaper source of energy and the need to expand the productive capacity. We

worked with Mr. Hariri on a plan to build a pipeline that would connect northern Lebanon to southern Lebanon and eventually would be extended to homes. In 2003, a new government came in and Mr. Hariri’s agreements were stopped. Our two years were gone to waste. We knew we had to bring in the private sector to be partnered with the public sector in building two plants.”

Blaming the government, Youssef says “They had no money, and proved to be ineffective administrator of resources. Privatization meant having a regulator that would take care of the transportation that gives everyone the ability to use the transmission lines owned by the government. The private sector then enters into partnerships into PPIs (private producers of energy) which in turn would allow the private sector to compete and work on a new tariff”.

What do we do now? “First of all, we need to produce more, become more efficient with decreasing costs and then we can talk about the possibility of increasing tariffs to reduce the losses.” He goes on to cite the deficits of EDL which are staggering: “Back in 2005, deficits were of 650 million dollars, in 2006 - 900 million, in 2007 - 990 million, in 2008 - 1.6 billion, in 2009 - 1.5 billion, in 2010 - 1.7 billion, in 2011 - 2 billion and in 2012 - 2.5 billion. This is how much the government subsidizes EDL. This is what we are paying for not having electricity.”

The only remedy, he concludes, “is to let the private sector produce and compete and charge a rate that consumers are willing or not willing to pay.” •



# Disability and Employment as a Business Case

**Rudayna Baalbaky**  
Media Consultant - Lebanese Physical Handicapped Union

*We are living in a world of disabled persons.  
Each one of us is a disabled person.  
A journalist is a disabled person when it comes to engineering, as much as a person on a wheelchair is disabled when it comes to participating in a race.*

Moreover, surveys and official data in many countries proved that a change can take place whenever the governments adopt and apply seriously public policies vis-à-vis people with disabilities and their integration within their communities and at workplace, as well as the commitment of the civil society, and the role played by both the private and public sectors through their commitment to "social responsibility". Below, are the public policies applied in the United Kingdom, the United States, and Lebanon concerning the inclusion of people with disabilities in their communities and at workplace.

In addition, the experience of LPHU in the field work, as described below, prove that inclusion of people with disabilities in Lebanon is within our reach.

## THE UNITED KINGDOM

Helping people with disabilities accede to the workplace is a public policy supported by the UK government aiming at providing new internships and trainings for those disabled young people to help them find jobs and be part of the production cycle.

According to official research and surveys lead by the UK government, employers' attitudes were the main barriers to disabled people to get into the workplace.

The aim was then to let employers recognize the talents of their disabled colleagues without any prejudgments.

British Prime Minister David Cameron was very clear in stating the role of disabled people in the economy.

«This is not just about doing what is right for disabled people. Employing disabled people makes business sense too», Cameron said.

He added, «We need to break the myth about the complexities of employing disabled people, or to put it more simply - to give employers confidence».

As a result, disabled persons in the UK are getting more and more into the labor market.

Out of nearly seven million disabled persons of working age in the UK, 46.3% are employed in 2012 versus 42.2% in 2002.

## THE UNITED STATES

The U.S. Chamber of Commerce issued a report entitled «Leading Practices on Disability Inclusion» included case studies from companies such as 3M, PepsiCo, Merck and AT & T.

The companies in the said report showed that hiring people with disabilities is good for the bottom line, stating the benefits and importance of hiring people with disabilities.

At the same time, the U. S. Department of Labor stated in its "Job Accommodations Network" Annual Report on "Workplace Accommodations: Low Cost, High Impact", that "the costs of workplace accommodations are not only low, but can also positively impact the workplace in many ways".

Scheduling flexibility, allowances in dress code rules or allowing somebody to sit (or stand) when other positioning is customary, are some examples of these accommodations.

In fact, employers admitted that providing accommodations, thus hiring people with disabilities, lead to many benefits such as retaining valuable employees, improving productivity and morale, reducing workers' compensation and training costs, and improving company diversity.

The report by The Department of Labor showed that accommodations



will not cost any company more than 500\$, and here comes the clear conclusion: it is much less expensive to provide the accommodations in the work place than to let an employee leave.

In spite of these facts stated by the U.S. State Department of Labor, the rate of disabled persons in the U.S. labor market is below expectations. Twenty years later after the Americans with Disabilities Act has been enacted, only 17.9% of the disabled persons population is employed compared to 63.7% for people without disability.

One can see this as a result of the general concept about "reasonable accommodation" which make the employers think that abiding by the law will cost more money, time, and resources.

## LEBANON

It took the NGOs in Lebanon many years of hard work on different levels, from the media to advocacy and even leading activists in the streets, to have a law set by the government in the year 2000, holding the number "220".

The World Bank Annual Report for 2012 stated that 12% of the Lebanese are disabled, but the law 220/2000 recognized only a quota of 3%, which is the percentage of disabled persons that must be hired in each company. However, to make the law active, decrees must be issued by the government which are still lacking.;

The last government of the late Prime Minister Saad Hariri, pledged it would issue the decrees needed to ratify the UN Convention of 2006 in a way to match the Law 220.

Moreover, Hariri's government formed a joint committee composed of governmental employees and activists from the NGO sector to supervise the implementation of the law, with no further success.

During our field work and activities as "Lebanese Physical Handicapped Union" (LPHU), we have noticed that almost all the employers who hire disabled persons take this step out of personal motives and as the result of the hard efforts and lobbying made by the Lebanese NGOs. In fact, many of these employers know nothing about the law or the quota.

Even the 3% quota is not mandatory, and what makes it worse is that we reported that there is no reinforcement committee from concerned ministries (Labor, Social Affairs, Health, Sports Affairs, Public Work and Transport, and Inhabitant) to apply the law and make sure every employer abide by the law.

From my personal experience, I can say that even if the decrees were issued, the law must apply "the principle of reward and punishment", otherwise getting disabled persons into the labor market in Lebanon will be at the mercy of the personal motives of the employers.

According to official data of the Ministry of Social Affairs as for December 31, 2009, nearly 31.47% of those disabled persons in working age (18-64 years old), are already working, which means 9375 persons with disabilities out of 29787, taking into consideration that by the end of 2009, 70375 were officially registered as disabled in Lebanon.

In reality, this means that Lebanon exceeds the U.S by the disabled working force and is about – or maybe- already have exceeded the same in the U.K. Stephen Hawking, one of the greatest physicists in the 20th century, once wrote in his book "A Brief History of Time" (1988): "I was again fortunate in that I chose theoretical physics, because that is all in mind. So my disability has not been a serious handicap".

If we really believe in this, it is clear that "disabled persons only live in our mere imagination", as once an excited employer told me. ☺

## Ways for improving farmers' income

*Agriculture Department CCIA-BML*



Producing fruits and vegetables is a relatively straightforward job where seeds are sown in the soil, watered, and fruits collected at maturity. Nevertheless, if we take a good look at the local market, we can notice that the same product is sold at very different prices in the same shop. Shape, color, taste... all these factors affect the final selling price, and a hundred LBP difference in the unit price can make a very big difference when all the produce will be sold... And if we take a good look at the open fields of the Beqaa Valley or at the greenhouses in the coastal areas and check the yields collected, we will note that some farmers produce almost twice what the others do on the same plot.

Quality and yield are two key points that are highly correlated. Providing the right nutrients to plants at the proper growth stages, keeping the plant healthy by a mix of cultural practices and modern spraying technique, preserving a balance between fruiting and vegetative growth, keeping a balance between proper access of sunlight and enough leaves to feed the plant... all these skills must be mastered by our farmers to achieve higher yields and the best quality.

On another hand, a very big challenge to farmers is to properly time planting and select specific crops. Opening borders between Arab countries has rende-

red much of the Lebanese agriculture uncompetitive within the local market. Syrian, Jordanian and Egyptian products are being sold at very low prices and yet with profit. Growing to achieve self-sufficiency and food security is no longer a rational objective for Lebanese farmers. Nowadays, it is a matter of economics: they must be able to compare the cost of production to the expected yield times, the expected price, and to be able to check for positive differences that would make growing a particular crop at a particular season, a profitable venture. Growing what is truly profitable and achieving top quality (compared to imported products) is crucial in such open and competitive markets.

Finally, experience in growing is a key to success, yet it is not the only factor for profitable growing. In the age of internet, where much can be learned on published studies from all over the world, modernization of cultural practices (such as irrigation, mulching...) and improvement of marketing techniques are required. Farmers must constantly thrive for perfection, i.e. an increase in quality and yield, a decrease in production costs... In short, higher profitability will come about through adoption of new technologies that are often promoted by agricultural engineers in renowned companies. ●

## Workshop to Develop A Curriculum (DACUM) in the professions of Car Mechanics and Cook

The Lebanese Republic and the Federal Republic of Germany focus their bilateral technical cooperation on strengthening the vocational education system through the «Promotion of Vocational Education and Small and Medium Enterprise Development» program. This program matches the requirements of the private sector with the new practice-oriented vocational training (through the establishment of the Vocational Secondary Certificate /Dual System), by supporting the partners from both sectors in their respective roles in the labor market. Accordingly, the program encourages the dialogue between the public and private sectors via their institutions: the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, the four chambers, the Directorate General of Vocational and Technical Education, as well as the technical and vocational schools and institutes, thereby constantly developing useful activities to put strategies into action.

In this regard, the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, in cooperation with the General Directorate of Vocational and Technical Education, has conducted a workshop at the Crowne Plaza Hotel in Beirut, on 4<sup>th</sup> and 5<sup>th</sup> of June 2013, entitled "Develop A Curriculum (DACUM) in the professions of Car Mechanics and Cook". DACUM seeks to bridge the gap between what the students are learning in vocational schools and institutes and the labor market skills' requirements.

The DACUM workshop identifies the tasks and duties, which a student in a certain specialization is supposed to implement in his future work. The defined tasks and duties would contribute, at a later stage, in the development of an educational program which will be suited to actual work. Specialists /representatives from the following companies: Ket-taneh Frères, Gharghour & Sons, Auto Qasseem, Sofil Catering, Phoenicia Hotel, and The Four Seasons' Hotel were invited to specify the requested students' or trainees' tasks and duties.

The discussions were conducted by moderators from the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, as well as from the four chambers. These moderators have been professionally trained in advance on the moderation and presentation techniques. The participants were divided into two groups: one for the Cook profession and the other for the Car Mechanics profession.

The workshop is the first of its kind in bringing together specialists from the private sector to develop a detailed list of the tasks of the above mentioned professions. This activity will be followed by two additional workshops; the first (Cook Profession) to be held on 17 September in Zahle , and the second (Car Mechanics Profession) on 26 September, in Beirut. The workshops' outcomes will be validated so that they can be submitted to the Directorate General of Vocational and Technical Education, thus leading to the development of a more adapted curriculum.

For details: please visit: [www.dsme-lb.com](http://www.dsme-lb.com)

Or join us on DSME Lebanon ●



Cooking with the teachers of Beit Chabab Technical Institute



Presentation & Moderation Techniques Workshop

## More Innovation Vouchers Waiting for your Projects at the CIT!



The Centre for Innovation and Technology (CIT) is a dynamic division of the Industrial Research Institute (IRI), established to secure sustained support and innovation to the manufacturing industry. In February 2012 the CIT was awarded a grant from the European Union of 200,000 Euros for the implementation of the action entitled: «Innovation Vouchers», with the Presidency of the Council of Ministers as the Contracting Authority.

The Innovation Voucher is designed to encourage innovation by offering useful resources for SMEs, individual researchers and research institutes to create new products, processes, services and to come up with innovative business models; it will especially answer the needs of small industries that do not have the means to finance their own research and development projects or do not have the experience in collaborating with R&D centres.

The Voucher System grants researchers with a valid project up to 10,000 Euros grant covering some of their costs related to consulting and research, development and related simulation or prototyping.

Up till now, 15 applications have already been approved and applicants received their grants. These applicants are now working on further developing their projects to get closer to the commercialization stage. There remain around 6 vouchers to be granted to potential innovative projects.

If you have a valid project that responds to new product/process development and/or new business model development, already researched, provides a new idea or novel intellectual property in the area of basic and/or applied science & technology, and preferably matches with an actual Lebanese industrial application or need, then you are eligible to apply for the Innovation Voucher!

Please visit our website [www.cit-lb.org](http://www.cit-lb.org) or email us on [info@cit-lb.org](mailto:info@cit-lb.org) for any inquiry and in order to learn more about the simple application process before the deadline for applications on the 31st of October 2013.

This project is co-funded by the European Union. •



Your Health  
 Your Safety  
 Your Investments  
 Our Concern



## Food Quality Center Zahle -ISO/IEC 17025 Accredited for the Second Year



Again, and for the second year, the Food Quality Center (FQC) Laboratory – Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Zahle and Bekaa has been accredited to ISO/IEC 17025:2005 and has established itself as a reference in providing precise and accurate test data.

The second site assessment visit was conducted on the 20th of August 2013 by one of the most reputable accreditation bodies in the world, "ACCLASS" represented by Ms. Danette Then, the accreditation assessor. The lab has been audited for conformity with ISO/IEC 17025 Standard and documented operating procedures for several methods. The assessor stated that the laboratory exerted tremendous effort in the last two years to implement and maintain its quality management system that is specifically designed for the lab. It was concluded that the laboratory's management system is sufficiently documented and operational and the competence within the lab is of an appropriate level.

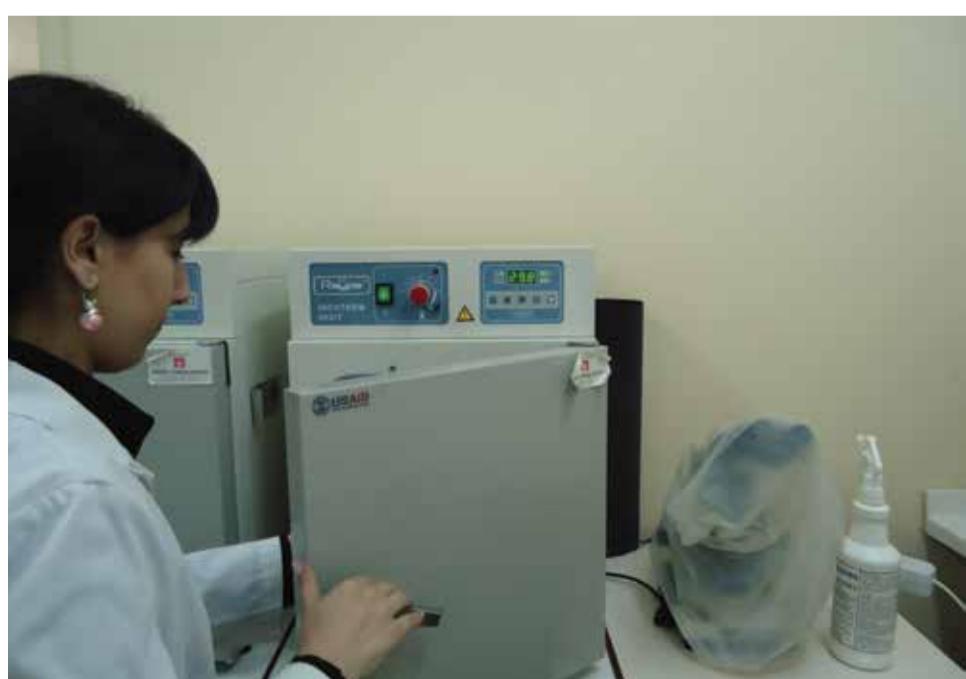
Successful participation in proficiency testing also confirmed the ability of the lab to competently perform tests or calibrations for which accreditation is being performed.

For the second year, the assessor ranked the quality system amongst the top end of laboratories and did not detect any serious or major non-compliances.

This accreditation will ensure that the outcome of tests performed by FQC lab are accurate and precise and meet the highest international standards.

It is worth mentioning that Accreditation to ISO/IEC 17025 is a rewarding process as it provides the organization with global recognition, promotes consistency of operations, and offers a competitive advantage. It is the single most important standard for calibration and testing laboratories around the world.

This is yet another feather in the cap for FQC; and the Center is always committed to providing high quality service and to continue deliver the excellent results. The lab objective is to add new accreditation tests to the existing scope every year until all the tests are being covered. •



## CCIAS and SouthBIC hosted the first Startup Weekend in the South of Lebanon



Startup Weekends are events where developers, designers, product managers and startup enthusiasts come together to share their ideas, team up, build a product and launch startups. Startup Weekend is the largest community of passionate entrepreneurs with 400 past events in 100 different countries since 2011.

SouthBIC had the honor to contribute in Saida Startup Weekend by hosting the happening in the Chamber of Commerce facility from 23rd to 25th of August. Students, engineers and young entrepreneurs from all around Lebanon participated in this event they made teams and competed to turn their ideas to reality.

The Startup Weekend has followed the same usual model: anyone was allowed to pitch their ideas and receive feedback. Teams were formed around the best ideas and then it was a 54-hour work frenzy to create code and market the product. Presentations took place in front of entrepreneurial leaders giving the teams a great opportunity of critical feedback. After the hard work of the teams, 3 teams have won the competition:

In the 1st Place: "My Garage" a mobile application that allows its users to sell their own used items to people around them. In the 2nd place: "Manshoor" an E-Marketing software and in the 3rd Place: "The Handwriter" a website that allows its users to create their own fonts out of their own arabic handwriting! It is indeed a very interesting tool that opens new doors to Arab businessmen, first of its kind and very user friendly the tool generates the user's handwriting font that can be used anywhere. •

**تشجيع الابتكار**  
في الصناعات الغذائية  
PROMOTING INNOVATIVE  
INVESTMENTS IN AGRO-INDUSTRY

**AGRO  
INVEST**  
EXHIBITION & CONFERENCE  
للسنة 2013

**Re Launching Agro Invest 2013, 18 September 2013, Saida – Lebanon**



Under the patronage of the European Union Ambassador Ms. Angelina Eichhorst, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Saida and South Lebanon (CCIAS) is pleased to announce the re-launching of Agro Invest 2013 that will be held at the Business Exhibition Center in Saida (BEC) during the period 18th - 22nd of September 2013.

A conference will be organized on 18 September "Promoting Innovative Investment in Agro-industry". •

# 360° of Haute Couture

**Belen Hernández-Mancha**

Beirut, Lebanon's mesmerizing capital is certainly another luxury destination filled with extravagance and trends. Inherently, we must not overlook the sophisticated life style of the Lebanese and the sort of chic and bespoke visitors who are all about the latest trends and brands. Lebanon is known for its creativity in craftsmanship and high fashion. In testament to that, among the world's most renowned designers are the Lebanese Elie Saab and Zuhair Murad, who have magically combined tradition and modernity to become icons in the Haute Couture industry.



Georges Chakra, Fall 2013

However, Haute Couture has constantly been associated to the Western capitals of the world, but with an economic system in crisis, who keeps this industry of excess and luxury alive?

One would see a few Middle Eastern 'fashionistas' sitting in the front row of the catwalk examining each and every piece that crosses their sight with utter desire. After a show has ended, avid 'fashionista' clientele make their appointments to place their orders so discretely. One can clearly see them flock elegantly controlling their craving to make their purchase and be the first,

even at times the only client to own an Haute Couture item or another. Those fashion passionate women have become some of the main buyers of Haute Couture in the world. However, the culture of these dazzling women and their important position, in many cases compels them to avoid and cast off media exposure.

Although most of these iconic women involved in the fashion domain come from some of the most powerful families in Middle East, and they now comprise more than half the elite clientele in the Haute Couture sector. It is worth mentioning, however, that their lives are abundant with social gatherings, public appearances and family events, where wearing exclusive apparel is a must. Thus, it is compulsory that pretty much every single one of those women whom shape the high society would buy up to 30 Couture dresses per season; a much greater demand for Couture than that of the Western high society clientele who occasionally require such attire for charity balls and special events.

It goes without saying that the women we are addressing here enjoy the luxury and exclusivity of designer wear, as their social lives and unrestrained spending habits made them avid buyers of international luxury. Naturally at a given instant they do not hesitate to drop 100,000 Euros for a dress to be radiant for an event. Despite the excessive expense and effort to shine at events of this sort, depending on the location and type of occasion, in some cases there wouldn't even be men among the guests.

For many of the young ladies of high society in the Middle East, Haute Couture is a symbol of social status and wealth. It is pertinent to stand out and impress other women who keep an open eye for a potential match for their sons, brothers or cousins amongst the young ladies and friends at parties and weddings.

The Middle Eastern Haute Couture clientele tend to lean towards Lebanese designers as well; again such as Elie Saab, Zuhair Murad, and Georges Chakra, who have specialized in «Red Carpet» dresses, perfect for this audience who love their elaborate beading in crystals and gemstones, or embroidered fabrics which seem to be taken out



Elie Saab, Fall 2013

of a tale of a '1001 Nights'. Whether buyers or designers form Lebanon or other countries in the region, the Middle East will most probably continue to be one of the major destinations for Haute Couture, especially at times where the economic situation in other parts of the world continues to plummet. Not only hasn't the luxury goods industry suffered the impact of the economic recession yet, instead and contrary to that, fashion houses in Europe keep posting positive growth, and Middle Eastern women continue to be the ultimate buyers of Haute Couture 360° around the globe. •



Zuhair Murad, Fall-Winter 2013



## WORKING TOWARDS THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Government and other national and international institutions by being:

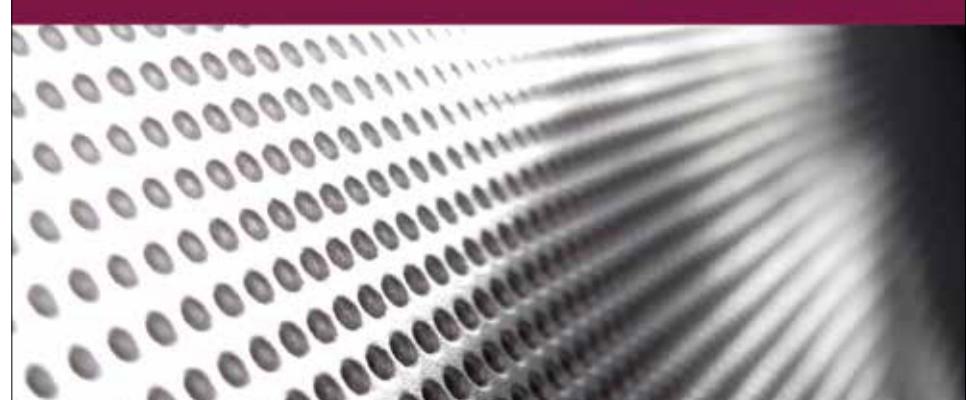
- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

[www.cci-fed.org.lb](http://www.cci-fed.org.lb)

THE FEDERATION  
OF CHAMBERS OF COMMERCE,  
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



WORKING TOWARDS THE COMMON INTEREST



# What is a Credit Guarantee Fund?

Gabriel Arbadji

A credit guarantee fund is a nonprofit actor operating as financial intermediary at national, regional or local level. Its aim is to reduce the informational asymmetry between SME's and banks, and the consequent high request of collateral by offering a collective guarantee on loans. A credit guarantee fund is part of a larger group called Mutual Guarantee Organization or MGO.

By granting such a guarantee, MGOs provide a valid substitute for the missing collateral and allow the bank to grant the loan by sharing in the default risk.

MGOs offer a contractual scheme where each borrower is part of a wider group offering a joint responsibility for the loan.



## MGOs PROVIDE GUARANTEES ON THE BASIS OF AGREEMENTS WITH BANKS

### Agreements generally define:

- % of risk assumed by MGOs
- Multiplier (defines maximum amount of guarantees)
- Maximum amount of loan per SME
- Actions to be taken in case of insolvencies

MGOs' activity is able to generate benefits for the whole system, and diffuse real advantages to both creditors and borrowers. We can point at three main factors for which guarantee organizations are able to ease SMEs access to bank lending:

1. The first is the monitoring activity provided by MGOs and its members, which decreases the information asymmetry problem, especially true for SMEs that lack a sufficient credit history.
2. Secondly, the collective guarantee on the borrower is reinforced by the agreement each member gives on sharing with the bank part of the potential losses in case of default by an affiliated SME; a fact that forces group members to strictly monitor each other and provide the bank the possibility to reduce the loan risk.
3. The use of MGOs by European banks can be recognized in Basel II requirements. Basel II had the side-effect of increasing banks interest in MGOs activity, as under certain conditions guaranteed loans mitigate the risk level of banks' financial portfolio as well as a reduction in regulatory capital requirements.

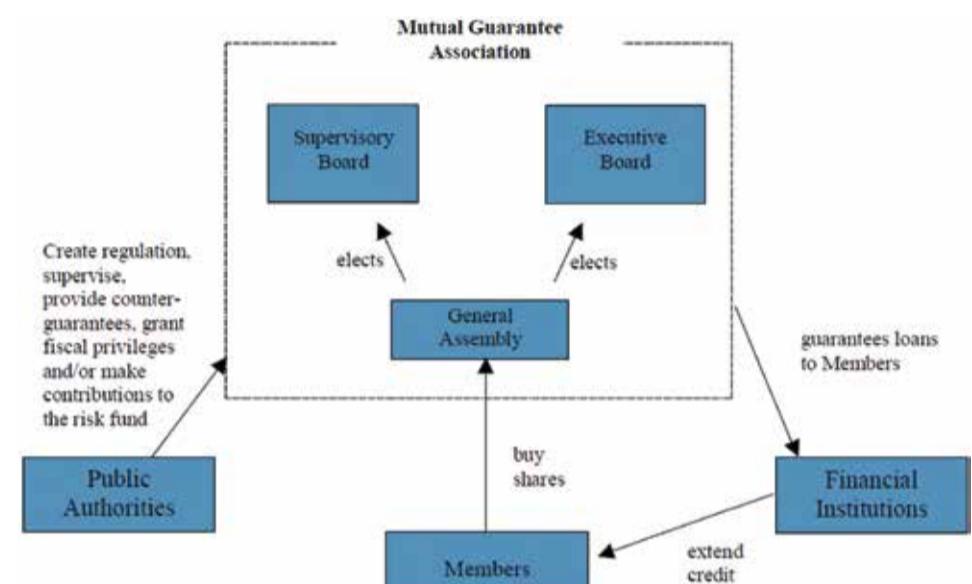
### SMEs participating in a MGO gain three main advantages:

1. The access to financial resources that would not have been available to them because of the scarce credit worthiness banks were ready to recognize them.
2. Lower interest rates on loans and lower collaterals.
3. Financial Management Consultancy: The financial monitoring provided by MGO, whose interest is to avoid defaults, and therefore helps its affiliates in keeping a sound financial structure.

## THE TYPICAL STRUCTURE OF MGOs

As we said, in a MGO, each firm – and in general each member – contributes to a common fund that is used to provide guarantees for the credit gathered for its members from the banking system. The usual structure of such organizations includes three main bodies<sup>2</sup>:

Figure 1: The usual structure



Source: Green (2003)

The General Assembly, which is composed of all members, defines the guarantee mechanism and has a veto power on the actions proposed by the Board. The Executive Board, elected by the General Assembly, monitors the fund management and decides on guarantees concessions and new members' admittance. Finally, the Supervisory Board's role is that of monitoring guarantee contracts and the overall financial sustainability.

Public authorities can sustain MGOs and intervene positively in the credit guarantee concessions by granting a clear legal framework. In order to increase MGOs credibility, which is crucial in inducing banks accepting their guarantees, public authorities as central banks, should regulate the sector by at least establishing minimum capital requirements for MGOs as well as the appropriate solvency ratio and transparency criteria. Besides, and most importantly, public authorities can support MGOs through financial incentives or reinsurance tools, which increases banks' interest in the mechanism.

Different model of MGOs are used around the world however, with slight differences in terms of management and services provided as explained in the following tables:

	Public model	Mixed Model	Private model
<b>Ownership</b>	Capital and ownership are public	Ownership is shared, but the public sector usually plays a majority role	Ownership is private, but capital is mainly public
<b>Business model</b>	Focus on direct guarantees	Focus on direct guarantees	Direct guarantees are the main business, but counter-guarantees and co-guarantees are increasingly important
<b>Location around the world</b>	Asia	Continental Europe	Southern Europe
<b>Supervision</b>	Public bodies	Public bodies	Central Bank (usually these institutions are also listed in a special register)
<b>Other features</b>	No lobbying activities	Very focused management only on credit guarantees	The offer of services is increasing

According to the different analysis and characteristics regarding Lebanon, We believe that the best model for Lebanon would be the private model.

## IMPLEMENTATION GOALS FOR A MGO IN LEBANON:

The first tasks would be to identify the right role for every player by identifying a range of players that may be interested and involved with the project and/or only in certain phases. The different roles that may be useful for the creation of a credit guarantee fund in Lebanon would be the following players:

- Promoter
- Developer
- Shareholder
- Manager
- Customer
- Controller
- Supplier
- Sponsor (marketing sponsor)
- Supervisor
- Regulator
- Funder

In conjunction with these assessments, the legal form and the operational form must be identified in order to be used for the implementation of the initiative.

The main players and roles identified in the report are as follows:

PLAYER / ROLE	CCIABML	Companies	Association of companies	Banks	Association of banks	Bank of Lebanon	Kafalat	International donors
Promoter	X							
Developer	X							
Shareholder		X	X	X	X			X
Manager		X	X					
Customer		X						
Controller	X							
Supplier				X			X	
Sponsor (marketing sponsor)	X		X		X		X	
Supervisor						X		
Regulator						X		
Funder				X	X			X

The CCIABML would be the Promoter and the Developer of the initiative. It would be involved after the promotion of the initiative, in the selection of the legal form, the definition of the products range and the timeline. In a final stage, it could be in charge of monitoring the overall CGF and assess yearly report on the different opportunities and results observed.

The Companies would be Shareholders and Customers. The ownership held by companies should help to ensure an easier achievement for the creation of a system aligned to the needs of MSMEs and involving the actors to participate more actively. Companies would be as well customers or final users of the product proposed by this new tool. Companies could also be managers of the new instrument. However they might lack skills necessary to carry out the task properly.

Banks could support the project by joining as Shareholders. Another role in which banks might act is the one of Suppliers, particularly suppliers of skills related to risk management.

The Association of Companies may play 3 roles: Shareholders, Managers, and Sponsors. The first one is certainly suitable, but according to the data gathered until now, none of the associations has enough money to support a so ambitious project. For the second one, the same conclusions regarding the companies may be applied also to this case. Therefore, Association of Companies may offer their best contribution in order to introduce the project to their members, underlying the benefits and inducing companies to participate actively to its development.

The Association of Banks, such as business associations, would be ideal as Shareholder, but the weight should be carefully evaluated in order to avoid the new tool to break away from the original purpose. For this reason, it is believed that the Association of Banks should play a role in promoting and encouraging both firms and banks.

The Bank of Lebanon has to be the Director. In particular, the roles for the Lebanese Central Bank are defined based on its tasks and responsibilities. The central bank is certainly opened to this initiative, and, if necessary, it may also fund it.

Kafalat can and cannot be involved in the initiative. If involved, Kafalat could be the subject to delegate administrative tasks, or that could help in the management of daily operations. At the same time, it could be a useful channel of promotion, especially for companies that were not able to get the guarantees

by Kafalat. However, the same services could be outsourced to other parties without significant affects on the potential of the whole project.

When projects aiming at reducing the financial gap of MSMEs are developed, the role of international donors is clear and strictly related to the funding. After defining the different roles played by each player, we should define the type of organization to create.

## WHY A CREDIT GUARANTEE FUND IN LEBANON?

According to our research and after analysing the different types of an initiative to promote SME and help them receiving greater opportunity in terms of guaranteed loan, Lebanon should create a credit guarantee entity and a bank focused on MSMEs. Basically, because both entities are able to offer services and debt finance, banks would operate mainly by direct financing, while credit guarantees entities would be specialized in guarantees.

The credit guarantee fund would offer the following system :

The report highlighted an important point which is the fact that the new

	YES	NO	AT LATER STAGE
<b>Customers</b>	Lebanese MSMEs	Large companies State owned companies Foreign owned (more than 20%) companies	Artisans Traders Farmers
<b>Sectors</b>	Focus on direct guarantees	Weapons Alcohol Tobacco Gambling Nuclear	
<b>Products</b>	Asia	Physical collateral	Insurance policies
<b>Services</b>	Public bodies	Accounting services	Marketing and promotion services

instrument must be able to have direct relationships with companies in order to avoid the same complaints that the entrepreneurs associate to Kafalat . This new tool would be considered as an actual instrument aimed to help MSMEs and not the usual tool used by banks to share their risks

Finally, to create a dynamic environment and not duplicate the same problem that occurred around the world, especially during the financial crisis that hit Europe, three pillars or three rules should be followed and maintained over the years if it is desired to preserve the ability to reach and achieve the planned objectives. They are as follows:

1. Use the rating as a measure of risk, as an instrument to classify customers and, if possible, as a marketing tool.
2. Monitoring must be one of the most important phases of the process of relationship with customers.
3. Maintain the size over time.

## STAKEHOLDERS INVOLVED:

The actors that will play a substantial role for the initiative will be: CCIABML, Micro & SMEs, Association of companies, Banks and Association of Banks, Kafalat, Bank of Lebanon, and International Donors. ☀



# The Green MED Initiative Technical Trainings



The Green MED Initiative project funded under the ENPI CBC Med Programme, has now completed six technical trainings in the 6 different regions involved in the GMI project. The first technical training was held in Tunis (Tunisia) on the 26th of March 2013, followed by the training held in Beirut (Lebanon) on the 5th of April, then in Alexandria (Egypt) on the 11th of April. The technical trainings that took place in Barcelona (Spain) on the 2nd of May 2013, Rome (Italy) on the 23rd of May, and in Marseille (France) on the 12th of July, were held in partnership with the strategic project SHAAMS. The trainings involved all GMI's Mediterranean project partners and their external auditors.

The objectives of the technical trainings were mainly conducted to: (i) familiarize participants with the main rules of the ENPI CBC MED Programme and of its structure by understanding the role of the JMC, JMA, and JTS(ii) to clarify why & which of the European Union (EU) rules are applicable in the participating countries(iii) to train the participants on the online accounting system (ONCAT)(iv) and to understand the role and responsibilities of the auditors.

The training sessions were delivered by the Programme experts Mr. Albert Sorrosal, Mr. Rafik Halouani (in Tunis), and Mr. Khaled Shorman (in Beirut) from enpi-net.

All trainings began with an "Introduction to Legal Framework" where the different rules and regulations of the legal framework of the ENPI CBC Programme were discussed, in addition to the PraG, which is a working tool that describes the procedures and related standard documents and contract templates for the programs and projects of the external actions of the EC. The second presentation focused on the "Contractual Obligations", stating that the special conditions of the Grant Agreement contain the purpose, the implementation period of the action, financing of the action, narrative and financial reporting and payment arrangements, contact addresses, annexes, and other specific conditions applying to the action. The presentation on the "Eligibility of Expenditure", with emphasis on the definition of the term eligibility, refers to all expenditures incurred for the project by having met all the

criteria in the general principle of the general conditions. Expenditure has five criteria; if they are not fulfilled then they cannot be classified as eligible. Moreover, the different types of ineligible costs and existing eligible costs were highlighted. The fourth presentation discussed the "**Procurement rules**" explained according to the ENPI and PraG. The general principles; eligibility (nationality rules and rule of origin), and rules common to tender procedures were explained. Furthermore, an overview of the thresholds for procedures was also discussed. The fifth presentation "**Accounting & ONCAT**" focused on the accounting software that has been implemented and is being used by GMI's project partners. The ONCAT is a centralized online tool that simplifies project monitoring and control, both from a financial and an activity point of view where 20 EU funded projects are currently using it. The importance of an accounting system was emphasized for the benefit of the Beneficiary and partners who should keep accurate and regular accounts of the implementation of the project, using an appropriate accounting and double-entry bookkeeping system. The technical training sessions were closed with a final presentation on "**Expenditure Verification**". All expenditures under a grant contract should be verified as to their incurrence, accuracy, and eligibility. Mr. Sorrosal explained in his presentations, the Expenditure Verification process which is contracted to external auditors. He also focused on the types of evidence that the auditor should look for, on how the General Procedures of Consolidated report takes place, and on the Model Expenditure Verification report. A template of the Terms of Reference and draft report template are annexed to the Grant Contract.

After the completion of the training, the beneficiary prepared a satisfaction survey to inquire about the participants' satisfaction from the technical training, and/or any related difficulties in specific issues. The survey was distributed to all the participants in the trainings held in Tunisia, Beirut, Alexandria, Rome, Barcelona, and Marseille where responses are still being collected and evaluated. To date, the majority of the participants found the trainings to be very clear and helpful.

GMI projects  
 @gmiprojects

# MedDiet

by Caline Nahas



Project funded by the  
EUROPEAN UNION



In this second issue, MedDiet intends to share its latest news and developments with its followers.

Throughout the past days, our team has been busy sketching strategies, sculpting identities that match our MedDiet awareness needs.

The Management Team and the technical experts met in Barcelona-Spain in June to follow up on the materials prepared for the website including guidelines, tool kits and gadgets within the Work package 4 "Increasing awareness on the Mediterranean Diet among children, young people and consumers" & Work package 6 "Institutional capacity building for safeguarding the Mediterranean Diet".

The result was manifested in a special recognition for the MedDiet team, a couple of acquisitions resembling gastronomy with typical elaboration and recipes, list of traditional food, history and traditions, and a technical fact sheet.

Another steering and communication meeting was held in Tunis during the month of July, and aimed to follow up and coordinate with the partners the implementation of activities of the 1<sup>st</sup> year which include Work package 4 & Work Package 6. Some tasks were briefly discussed throughout the meeting:

- Task "Nutrition education initiatives by primary and secondary schools"

Italian Olive Oil Cities Association "ANCO", Partner 2, presented the main progress implementing the tasks and work plan of the Task "Nutrition education initiatives by primary and secondary schools" and was followed by a quick presentation of representative from different partners on the progress of their activity implementation.

- Task "Nutrition education initiatives for consumers"

The representative of Partner 5 Cultural Foundation "The Routes of the Olive Tree" "FROT" presented the main progress implementing the tasks and work plan of the Task "Nutrition education initiatives for consumers" and was followed by a brief presentation from other partners including Lebanon

Financial management and administrative issues were also discussed; the financial plan was prepared and included comparative graphs related to each budget category which showed the resources spent by each partner to achieve MedDiet objectives.

Moreover, ASCAME had opened the Work package 6 "Institutional capacity building for safeguarding the Mediterranean Diet" that was not presented during the kick-off meeting in Rome.

At the end, Unioncamere presented the communication plan and strategy for "MedDiet Communication Guide" where the communication plan and strategies were integrated including MedDiet logo, facebook account, website, social network, leaflet, brochures, newsletters, press, events and gadgets that will be distributed to students in collaboration with the local authorities.

Moreover, the main EU rules were presented as well as regulations for administrative and financial issues related to communication.

We have been going the extra mile with a smile to raise awareness on MedDiet to higher level of education.

Our MedDiet team accomplishes its missions with great enthusiasm and come up with creative solutions, ideas...especially the Facebook page that received great appreciation from the project leaders. Readers are invited to join and promote our MedDiet facebook page to proactively discuss new ideas and increase our fan base. Think wider than just Facebook and follow us on our Facebook page... after all it is a Lebanese promotional page.

<https://www.facebook.com/MediterraneanDietPyramid>





## CONFERENCES



**MUMBAI**  
**INDIA IT SHOW (INDIASOFT)** is going to be held in Mumbai on **November 28th-29th, 2013**.  
**For more information:**  
Commercial section of the Embassy of India in Lebanon:  
T: +9611741270  
email: attachecon2013@hotmail.com  
www.indiasoft.org

**GEORGIA**  
The **Caucasus Infrastructure Investment Conference** is going to be held in Tbilisi, Georgia on **October 17th -18th, 2013**.  
**For more information:**  
T: +32 2 733 59 40 | +32 2 673 31 93  
+32 2 662 16 12  
email: mdecacker@euroconventionglobal.com  
www.euroconventionglobal.com

**UKRAINE**  
The Ukraine Healthcare Summit is going to be held in Kiev, Ukraine on October 22nd-23rd, 2013.  
**For more information:**  
T: +32 2 733 59 40 | +32 2 673 31 93  
+32 2 662 16 12  
email: mdecacker@euroconventionglobal.com  
ahubert@euroconventionglobal.com  
www.euroconventionglobal.com

**MOROCCO**  
The 6th International Arab Conference for Information Technology under the slogan "Information technology: a way to keep up with developments and innovation" is going to be held in Rabat – Morocco on October 29th-31st, 2013.  
**For more information:**  
email: aidmo@aidmo.org  
www.aidmo.org/aiinc6

**TURKEY**  
The «Arab-Turkish Conference on Food and Food Industries Technology» is going to be held in Izmir, Turkey on **November 13th-16th, 2013**.  
**For more information:**  
T: +902322813909 | F: +902322813929  
email: turab@turabexpo.com  
www.turabexpo.com

**QATAR**  
The 4th Qatar International Businesswomen Forum is going to be held in Qatar on **November 11th-12th, 2013**.  
**For more information:**  
T: +97444880627  
email: rima.noun@interactivb.com  
visit www.qibwf.org

**INDIA**  
ITEC Sponsored International Training Program on **ENTREPRENEURIAL MANAGEMENT** is going to be held at EDII campus, Ahmedabad in India from **November 11th till December 20th, 2013**. The objective of this program is to create an organizational framework for the entrepreneurial management in order to foster entrepreneurial culture at all levels of the organization.  
**For more information:**  
email: rajiv@ediindia.org  
http://www.ediindia.org/InterCore6\_8.asp

**LEBANON**  
After last year's tremendous success, the fifth edition of **IN SHAPE**, the health, beauty and fitness fair, will be taking place at BIEL- Lebanon from Friday, **25th till Monday, 28th October 2013** and from **3:00 pm till 10:00 pm**.  
**For more information:**  
T: +961 5 45 67 45  
F: +961 5 45 67 46  
http://www.inshapefair.com

**EXHIBITIONS**

**PARIS**  
Mondial de L'automobile-Paris Motor Show is going to be held in Paris Expo Porte de Versailles on **October 04th-19th, 2013**. For more information, visit [www.mondial-auto-moblie.com](http://www.mondial-auto-moblie.com)

**Equip Auto-International Exhibition for automotive technologies**, services and garage Equipment is going to be held in Paris Nord Villepinte on **October 16th-20th, 2013**. For more information, visit [www.equipauto.com](http://www.equipauto.com)

**TUNISIA**  
Texmed Tunisia, Euro-Mediterranean Textile and Fashion Exhibition, is going to be held in Tunisia on **October 02nd-04th, 2013**. For more information: (216)71973111/71976111 or visit [www.fkram.com.tn](http://www.fkram.com.tn)

**LEBANON**  
The Ministry of Industry in Lebanon announces the exhibition for Craft Industries and Fashion that is going to be held at Biel in Beirut on **October 03rd-06th, 2013**. For more information, contact the ministry on 009611427996 or 009611429106

**CHINA**  
China Import and Export Fair (Canton Fair) is going to be held at the China Import and Export Fair Complex in 3 phases:  
Phase 1: **October 15th -19th, 2013** for Electronics & Household Electrical Appliances, Lighting Equipment , Vehicles & Spare parts, Machinery, Hardware & Tools, Building Materials and Chemical Products  
Phase 2: **October 23rd -27th, 2013** for Consumer Goods, Home Decorations and Gifts  
Phase 3: **October 31st-November 04th, 2013** for Textiles and Garments, Office Supplies & Recreation Products, Food, Medical Devices & Health Products  
For more information, contact +862028888999, Fax +862028395166, email [info@cantonfair.org.cn](mailto:info@cantonfair.org.cn) or visit [www.cantonfair.org.cn](http://www.cantonfair.org.cn)

**INDONESIA**  
The “**28th Trade Expo Indonesia**”, a prominent event for businessmen who are interested to create business network, earn information and increase trade values in Indonesia, is going to be held in **Jakarta- Indonesia** on **October 16th-20th, 2013**. For more information, contact +9615924682  
**Tourism Indonesia Mart & Expo 2013** (TIME 2013) is going to be held at Grand Inna Muara Hotel Convention & Exhibition, Padang West Sumatra in Indonesia on **October 18th-21st, 2013**. For more information, contact: Tel:+9615924682, or visit [www.tourismindonesiamartexpo.com](http://www.tourismindonesiamartexpo.com)

**PARIS**  
NATEXPO-Organic Health Food & Ecological Products- is going to be held in Paris Nord Villepinte on **October 20th-22nd, 2013**. For more information: [www.natexpo.com](http://www.natexpo.com)

**Chocolat Professionnel-The Chocolate Trade Show**-is going to be held in Paris Nord Villepinte on **October 28th-30th, 2013**. For more information: [www.pro.salon-du-chocolat.com](http://www.pro.salon-du-chocolat.com)

**INDONESIA**  
INDO Pharmaceutical Expo (IPEX)- the 9th International exhibition on Pharmaceutical products, formulation, raw materials, active ingredients, processing machinery, packaging & equipment- is going to be held at the Jakarta Int'l Expo in Jakarta- Indonesia from October 30th till November 02nd , 2013. Tel: +9615924682 | [www.yapexbuild.com](http://www.yapexbuild.com)

Indonesia Halal Expo 2013 (INDHEX 2013)- the 3rd international Exhibition on halal food, beverage products, cosmetic, pharmaceutical and nutraceutical products, finance & banking, technology, supplies and services- is going to be held at the Jakarta International Expo, Jakarta- Indonesia from October 30th till November 02nd, 2013. T: +9615924682, or visit [www.indohalalexpo.com](http://www.indohalalexpo.com)

**TURKEY**  
The “**21st International Yapex building Exhibition**” is going to be held at Antalya Expo Center in Turkey from **October 31st till November 03rd, 2013**. For more information, contact +90 216 541 0390, fax +90 216 541 0389, email [haval@antexpo.net](mailto:haval@antexpo.net) or visit [www.yapexbuild.com](http://www.yapexbuild.com)

**U.A.E.**  
The «**Mena-Eu Business Salon**» is going to be held at Sharjah Chamber of Commerce and Industry-head office, Al Majarah hall, U.A.E. on **November 19th-21st, 2013**. For more information, contact +97165938725, Fax:+97165302226, email [farema@sharjah.gov.ae](mailto:farema@sharjah.gov.ae) or visit [www.sharjah.gov.ae](http://www.sharjah.gov.ae)

**TUNISIA**  
The Business Exhibition «Zoom on Franchising» is going to be held in Sfax-Tunisia on **November 20th-21st, 2013**. For more information contact +9615457430/1

**MALAYSIA**  
The embassy of Malaysia in Beirut announces the 7th International Trade Malaysian Exhibition (INTRADE 2013) that is going to be held in Kuala Lumpur on November 26th-28th, 2013. For more information, contact the embassy on 009611787144/166 or visit [www.intrademalaysia.my](http://www.intrademalaysia.my)

**BUSINESS OPPORTUNITIES**



**NETHERLANDS**  
Verpa Senco, based in The Netherlands, specialized in the manufacture and distribution of **power tools** including cordless nailers, fasteners, staplers, and Fusion Pneumatic Technology is seeking business relations with Lebanese markets.  
**For more information:**  
T: +31-320-295500  
F: +31-320-295510  
email: [info@verpa-senco.com](mailto:info@verpa-senco.com)  
[www.popplers-senco.nl](http://www.popplers-senco.nl)

**ITALY**  
Law Firm Di Loreto, Guardati & Mensi- tieri, an **International Italian company specialized in legal consultation** and representation along the Italian and Schengen Territory, is seeking the opportunity to attend or take part in legal requests, inside and outside Italy.  
**For more information:**  
T: +3972130284  
email: [j.nivelo@dgmlex.it](mailto:j.nivelo@dgmlex.it)  
visit [www.dgmlex.it](http://www.dgmlex.it)

**SENEGAL**  
The International Fair of Dakar (22nd session) titled «**Problématique de l'énergie en Afrique de l'Ouest: Enjeux et perspectives des énergies renouvelables**», is going to be held at «Le Parc des Expositions du Centre International d'Echanges de Dakar (CIED)-Senegal from November 28th till December 11th, 2013. T: +221338272530 F: +221338275275, email [dec@cicesfidak.com](mailto:dec@cicesfidak.com) or visit [www.cicesfidak.com](http://www.cicesfidak.com)

**TURKEY**  
«**13th Growtech Eurasia 2013**» -The International Greenhouse Agricultural Equipment and Technologies Fair- is going to be held at Antalya International Exhibition Center in Turkey on **December 04th-07th, 2013**. Telfax +902326438623, Mob +905360106785, email [info@joudy-expo.com](mailto:info@joudy-expo.com) or visit [www.growtech.com.tr](http://www.growtech.com.tr)

## OUR SERVICES

**Headquarter:**  
T: 01-353190  
e-mail: [information@ccib.org.lb](mailto:information@ccib.org.lb)

**Sin el Fil**  
T: 01-498062  
Email: [sinelfil@ccib.org.lb](mailto:sinelfil@ccib.org.lb)

**Jounieh**  
T: 09-838700  
Email: [Jounieh@ccib.org.lb](mailto:Jounieh@ccib.org.lb)

**Baakline**  
T: 05-303038  
Email: [baakline@ccib.org.lb](mailto:baakline@ccib.org.lb)

### MEMBERSHIP & AUTHENTICATION

Provides Membership Certificates to member companies as well as Certificates of Origin for goods exported from Lebanon and endorses invoices in relation to this process. Also offers services in relation to the authentication of documents for commercial and industrial member companies.

**T: 1314 | Membership ext: 1110 | Authentication ext: 1210**  
Email: [membership@ccib.org.lb](mailto:membership@ccib.org.lb)

### GS1 LABELING SERVICES

“GS1 Lebanon”, the sole representative of GS1 in Lebanon, is a leading global organization dedicated to the design and implementation of global standards and solutions to improve the efficiency of the supply and demand chains on a global scope and across sectors.

**T: 1314 Ext: 1310**  
Email: [gs1@ccib.org.lb](mailto:gs1@ccib.org.lb)

### BUSINESS TRAINING CENTER

Provides highly qualified and professional training programs within the objective of satisfying the needs and requirements of the SMEs. These training programs encompasses long term cycles, targets seminars and customized tailored modules in the fields of business, management, finance and taxation.

**T: 1314 Ext: 15**  
Email: [training@ccib.org.lb](mailto:training@ccib.org.lb)

### ATA & TIR CARNETS

ATA Carnet (Temporary Admission) simplifies temporary importation of goods, professional equipment, and commercial samples. TIR Carnet (Transports Internationaux Routiers) is designed to speed up border – crossing of merchandise. The Chamber is the accredited body of issuing and guaranteeing ATA & TIR Carnets in Lebanon.

**T: 1314 Ext: 132**  
Email: [ata-tir@ccib.org.lb](mailto:ata-tir@ccib.org.lb)

### CENTER FOR ECONOMIC RESEARCH (CER)

Prepares annual reference publications that include analytical reports on the Lebanese economy and the investment environment, surveys and position papers on central and controversial economic issues. CER provides, as well, support to SMEs and young entrepreneurs in the framework of FARO and Credit Guarantee Fund.

**T: 1314 Ext: 14**  
Email: [cer@ccib.org.lb](mailto:cer@ccib.org.lb)

### EXTERNAL RELATIONS

The Chamber organizes business delegations within the objective to explore new markets for member companies. It also strives to enhance the role of the Lebanese Joint Business Councils as the most effective tool to boost the bilateral economic, trade and investment relations between businesses in Lebanon and foreign countries.

**T: 1314 Ext: 162**  
Email: [relex@ccib.org.lb / bucolec@ccib.org.lb](mailto:relex@ccib.org.lb / bucolec@ccib.org.lb)

### EVENTS

Within the same framework, the Chamber organizes business events, seminars, conferences and B2B matching events in addition to arranging logistics such as catering, flight reservations, accommodation bookings and transportation for foreign companies willing to develop trade relations, business ventures and investments in the Lebanese market.

**T: 1314 Ext: 163**  
Email: [events@ccib.org.lb](mailto:events@ccib.org.lb)

### AGRIBUSINESS SERVICES

The Chamber provides a wide range of agribusiness services including technical and market information, export requirements, marketing standards, trade statistics, and micro services to farmers and agricultural enterprises.

**T: 1314 Ext: 18**  
Email: [agriculture@ccib.org.lb](mailto:agriculture@ccib.org.lb)

### LEBANESE ARBITRATION CENTER (LAC)

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon, specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts. LAC operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

**T: 1314 Ext: 171**  
Email: [arbitration@ccib.org.lb](mailto:arbitration@ccib.org.lb)

### LEBANESE MEDIATION CENTER

The LMC is the first private center of commercial mediation in Beirut, established in 2012 by the Chamber. The LMC advises and helps local and foreign businesses resolve their commercial differences and disputes in an amicable, time and cost effective way through providing high quality mediation services.

**T: 1314 Ext: 172**  
Email: [mediation@ccib.org.lb](mailto:mediation@ccib.org.lb)

### DEVELOPMENT PROJECTS

The Chamber participates in the implementation of development projects financed by international organizations. The aim of these projects is to provide support and technical assistance to Lebanese enterprises mainly SMEs.

**T: 1314 Ext: 164**  
Email: [projects@ccib.org.lb / devprojects@ccib.org.lb](mailto:projects@ccib.org.lb / devprojects@ccib.org.lb)

### FARO

FARO is a financial support fund intended to help enterprises turn their innovative products, services or innovative business model into permanent competitive advantages. FARO offers up to \$20,000 loans to innovative companies at a maximum of 1 percent interest with flexible repayment schedule.

**T: 1314 Ext: 14**  
Email: [edc@ccib.org.lb](mailto:edc@ccib.org.lb)



[www.facebook.com/CCIAB](http://www.facebook.com/CCIAB)



[www.twitter.com/CCIABML](http://www.twitter.com/CCIABML)



[www.ccib.org.lb/linkedin.html](http://www.ccib.org.lb/linkedin.html)



[www.youtube.com](http://www.youtube.com)



[www.instagram.com/cciabml](http://www.instagram.com/cciabml)

**Hotline  
1314**